HISTORIA
magazine
(22)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 215 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



LA GROGNE DES RAPPELÉS

« Parti de Bordeaux comme civil, je me retrouve maintenant militaire... La transition a été brutale mais je préfère être ici qu'à Alger... »

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21 311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.

BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin. B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo Reynaud



LES CONTRADICTIONS DE GUY MOLLET

Yves COURRIÈRE

DANS le monde, le printemps de 1956 voit quelques vieilles idoles s'effondrer, d'autres sortir de l'ombre ou du purgatoire.

En Jordanie, le vieux Glubb pacha est révoqué par le jeune roi Hussein. En U.R.S.S., la chute de la statue de Staline, déboulonnée de son piédestal par les accusations de Khrouchtchev, permet la réhabilitation des « traîtres » hongrois Kun et Rajk et la sortie de prison du leader polonais Gomulka. Une nouvelle fois, Israéliens et Arabes ouvrent les hostilités.

A Paris, Soustelle sort de l'ombre pour créer, avec ses amis indépendants, l'U.S.R.A.F., Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française. Cet événement ne passionne pas les foules et pourtant, deux ans plus tard, le 13 mai 1958, on en comprendra l'importance.

Le président du conseil, Guy Mollet, se débat dans ses contradictions. Il a envoyé les rappelés à son ami Lacoste, qui va ainsi trouver les renforts indispensables pour triompher de la rébellion. Il a aussi approuvé les mesures libérales permettant l'accès des musulmans à la fonction publique. Voilà une décision qui devrait dégeler la communauté musulmane d'Algérie et faire repartir le pays sur des bases nouvelles et fraternelles.

Illusion ! Les activistes européens ne l'entendent pas de cette oreille. En liaison avec un avocat gaulliste de droite – Jean-Baptiste Biaggi – et un vieil étudiant poujadiste – Demarquet –, ils préparent une levée de boucliers qui devrait montrer à Lacoste qui fait la loi en Algérie !

C'est aussi compter sans le F.L.N. qui a pris la décision d'« assainir » la Casbah d'Alger et d'en faire le coeur de la rébellion urbaine. Dans cette tâche, un jeune boulanger, Yacef Saadi, va s'illustrer de la manière la plus tragique mais aussi la plus efficace. Au sein de l'Université, les étudiants algériens montrent le peu de confiance qu'ils accordent à la politique de réformes de Lacoste en proclamant leur attachement au F.L.N. et en décrétant une grève générale et illimitée.

La modération n'a plus cours. Roux, le vieux président du Comité d'entente des anciens combattants, a été éliminé au profit d'« éléments jeunes plus dynamiques ». Et les modérés musulmans, découragés, ont gagné les rangs du F.L.N. ou se sont réfugiés dans l'exil.

Seuls les « durs » vont pouvoir s'exprimer. Avec leur seule arme : la violence. L'été de 1956 sera chaud.

Y. C.

SOMMAIRE N° 215



Ph. Cuny

◀ Les « rappelés en colère » de Mont-de-Marsan avaient embarqué en ordre dans les Noratlas et volaient vers l'Algérie...

La base de Mont-de-Marsan où, 900 rappelés refusant de partir pour l'Algérie, on dut appeler l' « ancien »... ▼

Ph. Cuny

VOIR BORDJ-DE-L'AGHA

Au moment où commence cette histoire, Jean Pouget était commandant au 1er hussards parachutistes à Tarbes. Il occupait les fonctions de chef d'état-major du régiment durant la phase d'incorporation des rappelés. Au début d'octobre 1956, il fut « parachuté » à la tête d'un bataillon de rappelés du train des équipages, un bataillon de marche sous-encadré et mal équipé, sans moral et sans discipline. Il y trouva les ressources humaines suffisantes pour construire en quelques semaines une unité de combat. Nous lui avons demandé de raconter ses souvenirs. Jean Pouget, parachuté sur Dien-Bien-Phu et prisonnier de l'Armée populaire du Viet-Nam, fut libéré en septembre 1954 après de longues semaines de captivité.

LE 11 avril 1956, le conseil des ministres adopta trois décrets « autorisant le rappel des classes disponibles »...

La France mobilise ! Habituellement, dans ce cas, on peut s'illusionner quelques heures en se disant : « La mobilisation n'est pas la guerre ! » Cette fois, la guerre en Algérie a précédé la mobili- ▶

▶ VOIR BORDJ-DE-L'AGHA

et il y avait même des régiments heureux, des rappelés qui revenaient sans colère.

sation. Les rappelés ne peuvent pas se faire d'illusions, l'été sera chaud.

L'hiver a été froid. La coalition du Front républicain a gagné les élections sur le thème « Paix en Algérie ! ». En avril, le gouvernement tient la promesse électorale et envoie ses électeurs « faire la pacification ».

« La pacification n'est pas la paix », hurle l'opposition, qui n'a pas attendu la mobilisation pour se déchaîner contre « la sale guerre » — autre façon de dire pacification. Le 1er avril, Claude Bourdet, pour ses articles dans *France-Observateur,* a été inculpé d' « entreprise de démoralisation de l'armée ».

Les électeurs rappelés ne sont pas contents. En janvier, la plupart d'entre eux étaient d'accord pour « garder l'Algérie à la France » — formule qui semble, en 1956, adoptée par la quasi-totalité des partis politiques. Mais ils ignoraient qu'on ferait appel à eux pour réaliser ce programme.

Alors, ils écoutent l'opposition, et le printemps est effervescent.

Lorsque les disponibles, rappelés à l'honneur de servir, se mettent en route selon les prescriptions de leur fascicule de mobilisation et sur l'injonction du gendarme, ils trouvent des itinéraires préparés. Tracts, affiches, graffiti, banderoles, commandos de militants et agitateurs professionnels leur soufflent des slogans politiques et des cris de colère. Bardés de musettes à casse-croûte, brandissant des litrons vides et des « quilles » peintes, ils débarquent par wagons dans toutes les gares en braillant : « Mollet au poteau ! Lacoste aux ch... ! Fusillez Bourgès ! », etc. Des camions militaires hérissés de poings tendus, chargés comme des canons d'invectives et de provocations, parcourent les rues et les places des grandes villes de garnison, répandant une ambiance prérévolutionnaire dans le style des films de Sergheï Mikhaïlovitch Eisenstein.

Les cris subversifs scandalisent, à la terrasse du « Café Moderne », l'ancien combattant qui a oublié 1940. Le désordre effraie le commerçant, qui craint pour sa vitrine. Et cette mâle provocation fait délicieusement frissonner la fille interpellée sur le trottoir.

En vérité, les rappelés crient surtout : « Vive la quille ! », mot incantatoire du vocabulaire militaire chargé de la mélancolie des adieux, de la nostalgie du foyer et de l'espoir du retour. Il y a de la ferveur dans cette prière jaculatoire. « La quille » arrache une larme à la mère qui regarde partir son fils, un soupir à la jeune épouse seule dans le lit trop grand...



Ph. Barey

◀ Il arrive que, même dans ce pays de soleil, l'hiver soit froid et boueux. En France aussi, l'hiver a été « froid »... Politiquement.



F. Reynaud

La guerre ▶ d'Algérie n'osait pas encore dire son nom. Et pourtant, le pays se couvrait de soldats...

« La vieille mule au pas lent »

On crie « la quille » et l'on enchaîne en vouant aux gémonies, au poteau d'exécution et aux tinettes, les ministres et les généraux. Puis on exécute les ordres du gendarme sans chercher à comprendre.

L'armée, la « vieille mule au pas lent » — l'expression n'est pas de moi —, se met en marche. Il lui faut incorporer, équiper, ordonner, pour le bien du service et l'honneur des armes, 150 000 ou 200 000 hommes. Le bât est lourd. Evidemment, il ne manque pas un bouton au paquetage que l'intendance sort de la naphtaline. Tout au plus s'aperçoit-on, au dernier moment, que le pantalon de toile coupé à la taille d'un partisan vietnamien est trop étroit pour un ventre de réserviste. On déplace les boutons, on découd le revers, on se débrouille... On se débrouillerait mieux si on avait suffisamment de cadres.



Marc Peschier

Ici, le bât blesse. L'armée manque d'officiers et de sous-officiers pour encadrer les rappelés. Les cadres de l'infanterie, qui ont payé la plus lourde part des pertes en Indochine, sont usés. Les sept promotions de saint-cyriens disparues en Extrême-Orient manquent à l'appel. Et les forces vives sont déjà engagées en Afrique du Nord.

Le contingent des disponibles a été découpé en tranches de 1 000, du tout-venant. On fabrique des « bataillons de marche » avec des transmetteurs, des tringlots, des fusiliers de l'air, des cavaliers, des artilleurs, etc. Pour les encadrer, on racle les fonds de tiroir et les fichiers du personnel. C'est le grand coup de balai dans les planques poussiéreuses, on réactive des lieutenants d'administration, on réanime des capitaines d'habillement de cinquante ans, des commandants au seuil de la retraite, des invalides d'oflag, pour commander, organiser, entraîner des hommes mécontents, des électeurs excités qui gueulent leur colère.

Alors, les incidents se multiplient, diffusés complaisamment par la presse qui les encourage. A Eymoutiers, la municipalité (communiste) s'oppose au passage des convois militaires. A Mourmelon, 2 000 réservistes, entassés dans le camp, sans ordre et sans cadres, manifestent violemment. A Dreux, un bataillon de marche du train des équipages — le 584e — met à sac la gare avant de partir pour Marseille...

Ils sentent la sueur, le vin et la révolte

A lire les journaux, on pourrait croire que la Grande Muette est devenue un foirail plein de clameurs. Rien n'est plus ennuyeux que l'uniformité. La presse ne dit rien des régiments heureux qui disposent de cadres en qualité et en quantité suffisantes, où les rappelés reprennent l'uniforme sans manifester bruyamment leur colère.

A Tarbes, garnison du 1er hussards parachutistes, régiment de pointe de la 25e D.A.P., fer de lance de l'armée, le calme règne dans les vieux murs du quartier Larrey. En un mois, nous avons mis sur le pied de guerre deux régiments de réserve. Il nous reste quinze jours pour compléter nos effectifs, percevoir notre équipement, avant d'embarquer à la fin de mai.

Nos rappelés arrivent par les trains de ▶



◀ Les rappelés allaient vite comprendre que l'Algérie, ce n'était pas ces cartes postales avec « deux palmiers et trois chameaux ».



Dans ce calme ▶ paysage de *maquis*, le mot n'a plus le sens qu'on lui donne en Provence ou en Corse. Ici, il sent la poudre.

Marc Peschier

à quelques semaines de sa retraite, Anselme "rempile," pour "mettre de l'ordre dans ce b..."

nuit. Au petit matin, quand l'officier de service les accueille en gare, ils ressemblent à tous les rappelés. Ils ont l'œil rougi par la fatigue, la voix éraillée par les gueulantes, la mâchoire ligneuse. Ils sentent la sueur, le vin et la révolte.

Ça peut tourner à l'émeute

Au quartier, on leur offre une douche chaude, du linge propre et un café fort. Les cadres leur donnent un horaire à respecter, du travail à faire, une mission à remplir. Ils trouvent une place préparée et des responsabilités à assumer. A midi, le troupeau hirsute du matin est formé en troupe.

Si ma mémoire est bonne, c'est à la fin d'une de ces journées de mai que je reçus une communication téléphonique urgente du colonel commandant la base aérienne de Mont-de-Marsan. La voix du colonel était tendue :

— Depuis ce matin, dit-il, j'ai 900 forcenés sur les bras... Vous pouvez peut-être entendre leurs hurlements dans l'écouteur... Ils se sont retranchés dans un coin de la base et refusent d'obéir. Ils refusent d'embarquer dans les avions qui doivent les transporter en Algérie... Ça peut tourner à l'émeute... Envoyez-moi d'urgence des officiers et des sous-officiers pour les encadrer. Je téléphone à Paris pour régulariser ma demande...

Mont-de-Marsan était la base du Centre d'expérimentation de l'armée de l'air. On y trouvait des pilotes d'essai, des ingénieurs de recherche, des techniciens de pointe, toutes sortes de spécialistes rares sauf des « officiers de troupe », cette espèce d'officier sans spécialité technique et par conséquent inutile dans la guerre atomique et électronique que préparait le grand état-major.

Anselme, un vieux soldat

L'adjudant-chef Mallard, qui dirige le secrétariat du régiment, un personnage modeste mais un des rouages essentiels du 1[er] hussards, a entendu mes réponses réservées et deviné le reste. Il me présente l'état des effectifs du régiment qu'il tient à jour, heure par heure.

— A la rigueur, dit-il, on peut détacher quatre adjudants, mais aucun officier n'est disponible...

Après un silence chargé d'ironie et de rigolade, il suggère :

— Il y aurait bien le capitaine Anselme..., mais c'est à vous de le prévenir.

Anselme est le type du vieux soldat : trente-cinq ans de service dans le rang. Il vient de rentrer du Maroc et je lui ai remis aujourd'hui une permission de longue durée, sa dernière permission car, atteint par la limite d'âge de son grade, le capitaine doit prendre sa retraite dans quelques semaines. Théoriquement, il est toujours en service et l'urgence de la mission justifierait sans doute son rappel. Encore faut-il lui annoncer la nouvelle, comme dit Mallard en rigolant franchement.

Il vit avec les ours

Le père Anselme était célibataire, court de pattes et large de poitrine, velu et rugueux d'abord, comme un ours des Pyrénées, son pays. Il passait ses loisirs dans la montagne. Se nourrissant de pain et de fromage, couchant au hasard dans les cabanes de bergers ou les abris naturels, il parcourait toujours seul les espaces solitaires des Pyrénées centrales, où survivent les derniers ours bruns. Cette manie ou cette passion avait donné naissance à une légende que les anciens racontaient :

— C'est un type un peu bizarre. Il vit avec les ours...

Tout le monde connaissait la thèse du père Anselme. C'est là peur qui rend l'homme ou la bête méchant. Les ours flairent la peur sur la peau de l'homme.

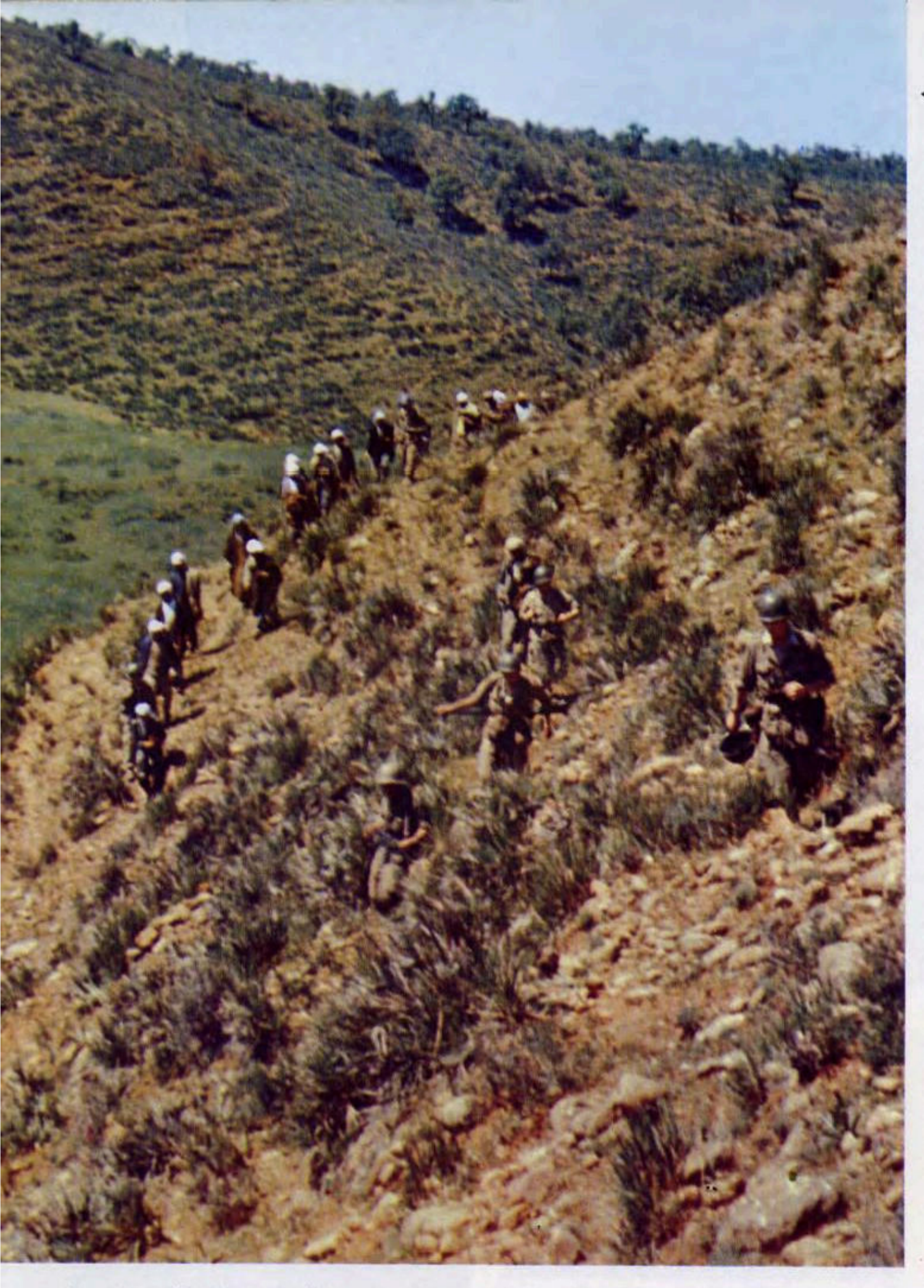


F. Reynaud



Laporte

Une terre au relief tourmenté, où chaque ▶ repli du paysage peut dissimuler l'adversaire. Les rappelés l'apprendront, mais ils sauront, bien encadrés, s'adapter rapidement à toutes les conditions de combat.



◀ **Quadrillage et ratissage deviennent les mamelles de cette guerre. On vient d'arrêter des suspects. Quelle sera leur vérité ? Accepteront-ils ou non de participer à une guerre révolutionnaire ?**

Ils savent d'instinct que l'homme qui sue la peur peut devenir dangereux et c'est pourquoi ils l'attaquent, en légitime défense préventive.

— Anselme n'a pas peur des ours et les ours le connaissent bien, disait-on dans les popotes. Il lui est arrivé, un jour d'orage, de chercher refuge dans une tanière occupée par un vieil ours. Les deux solitaires ont passé la nuit ensemble... On ne sait pas ce qu'ils se sont raconté...

Cinq hommes en colère

L'aspect revêche, grincheux, rude, du vieux capitaine donnait du crédit à sa légende. Les plus sceptiques reconnaissaient que « l'ours et Anselme se ressemblaient trop pour ne pas se comprendre ».

Arracher sa permission au père Anselme allait être aussi agréable pour moi que retirer un os de mouton des pattes d'un ours brun. Cette pensée semblait réjouir fort l'adjudant-chef Mallard.

— J'ai déjà envoyé la voiture de service chercher le capitaine chez lui. Il sera là d'un moment à l'autre. Je vous laisse en tête à tête.

Il est probable que le père Anselme n'a pas flairé la terreur humide que j'éprouvais quand d'une voix sèche je lui notifiai l'ordre de se rendre à Mont-de-Marsan pour prendre en main les « rappelés de l'air ». Il a grogné : « Toujours les mêmes qui se font tuer... On est commandés par des c... », et quelques autres gracieusetés indistinctes à mon adresse et à celle des aviateurs en général. Puis il est parti sur-le-champ, avec ses quatre adjudants, taillés sur le même modèle que lui. De la fenêtre nous les avons regardés partir à cinq dans une voiture légère, cinq vieux soldats, cinq hommes en colère pour prendre en main un millier de rappelés enragés.

J'appris la suite plus tard. Le capitaine Anselme refusa avec un mépris rogue d'écouter les conseils de prudence des aviateurs paniqués. Suivi de ses quatre adjoints, il s'est avancé à pied, au pas de montagnard, la canne à la main. Sans hâte et sans hésitation, il s'est enfoncé dans la foule des rappelés et, d'instinct, s'est placé au centre de gravité de la masse.

Etonnés, les « forcenés » l'ont d'abord regardé sans réagir. Puis un groupe de meneurs s'est précipité vers lui. Il les a stoppés dans leur élan :

— Tout à l'heure, les gars ! Tout à l'heure on aura le temps de discuter. Maintenant, c'est l'heure de la soupe et j'ai faim. Alors, vous allez m'aider à mettre un peu d'ordre dans ce b...

Deux haies de gendarmes

A minuit, les rappelés en colère de Mont-de-Marsan avaient embarqué en ordre dans les Noratlas et volaient vers l'Algérie. Ils devaient manifester une fois encore, quand, le bataillon des fusiliers de l'air étant organisé, le capitaine Anselme leur annonça qu'il les quittait pour rejoindre son régiment. Les rappelés s'opposèrent à cette décision du commandement, avec une fermeté amicale. Le capitaine Anselme fut maintenu en service et commanda ce bataillon de rappelés jusqu'à leur libération. On a déclaré, dans le Constantinois, que cette unité fit honnêtement son métier de bataillon d'infanterie, sans incident et sans accident. Ce ne fut pas le cas général.

Les mutineries du printemps et les erreurs de la mobilisation en métropole engendrèrent alors des conséquences logiques et tragiques. Une section d'un bataillon de rappelés, indisciplinée et mal encadrée, se fit massacrer dans les gorges de Palestro. Les pertes par accident d'auto, dues pour la plupart à l'indiscipline et au désordre, furent de loin plus lourdes que celles dues aux armes de l'ennemi. Le 584e débarqua à Alger entre deux haies de gendarmes. Un officier rappelé pour encadrer un autre bataillon de marche du train, l'aspirant Maillot, déserta en livrant aux hors-la-loi un camion d'armes. Ironie amère du destin ! Un mois plus tard, l'aspirant félon était tué par ses propres hommes après avoir été livré aux forces de l'ordre par les fellahs du douar des Beni Boudouane qu'il avait rejoints en désertant ! ▶

depuis six mois, le 584e bataillon de marche n'envoyait plus rien !

Le 1er hussards, équipé de chars pour faire la guerre atomique, avait été implanté en Petite Kabylie, dans des montagnes abruptes et couvertes. Les blindés ne pouvaient pas sortir de la route et les équipages ne pouvaient pas abandonner les chars pour traquer les H.L.L. qui vivaient et prospéraient sur les sommets escarpés et dans les ravins boisés. Le 1er hussards croupissait dans une semi-inaction et dans la conscience trouble de son inefficacité notoire.

« Il paraît bien jeune »

La pacification est un mot bâtard, une politique de remplacement et une mission imprécise entre la paix et la guerre. Le gouvernement ne savait pas faire la paix et l'armée ne pouvait pas faire la guerre. On faisait la pacification, et cette armée de rappelés, mobilisée à grands frais, souffrant autant de son propre désordre que de l'indécision du pouvoir, se desséchait d'ennui et d'inutilité sous le grand soleil d'Algérie. Comme disait le père Anselme, « on était vraiment commandés par des c... ». Sous une forme infiniment plus respectueuse, j'avais tenté d'exprimer cette opinion à mes supérieurs. En désespoir de cause, je demandai à être placé en congé sans solde, autrement dit à être rendu à la vie civile. J'attendais la réponse du ministre à ma requête quand je fus brusquement convoqué à Alger. Par un beau matin des tout premiers jours d'octobre, un aide de camp chamarré d'or comme un portier de palace, me poussa dans le bureau du général Lorillot, commandant la Xe région militaire.

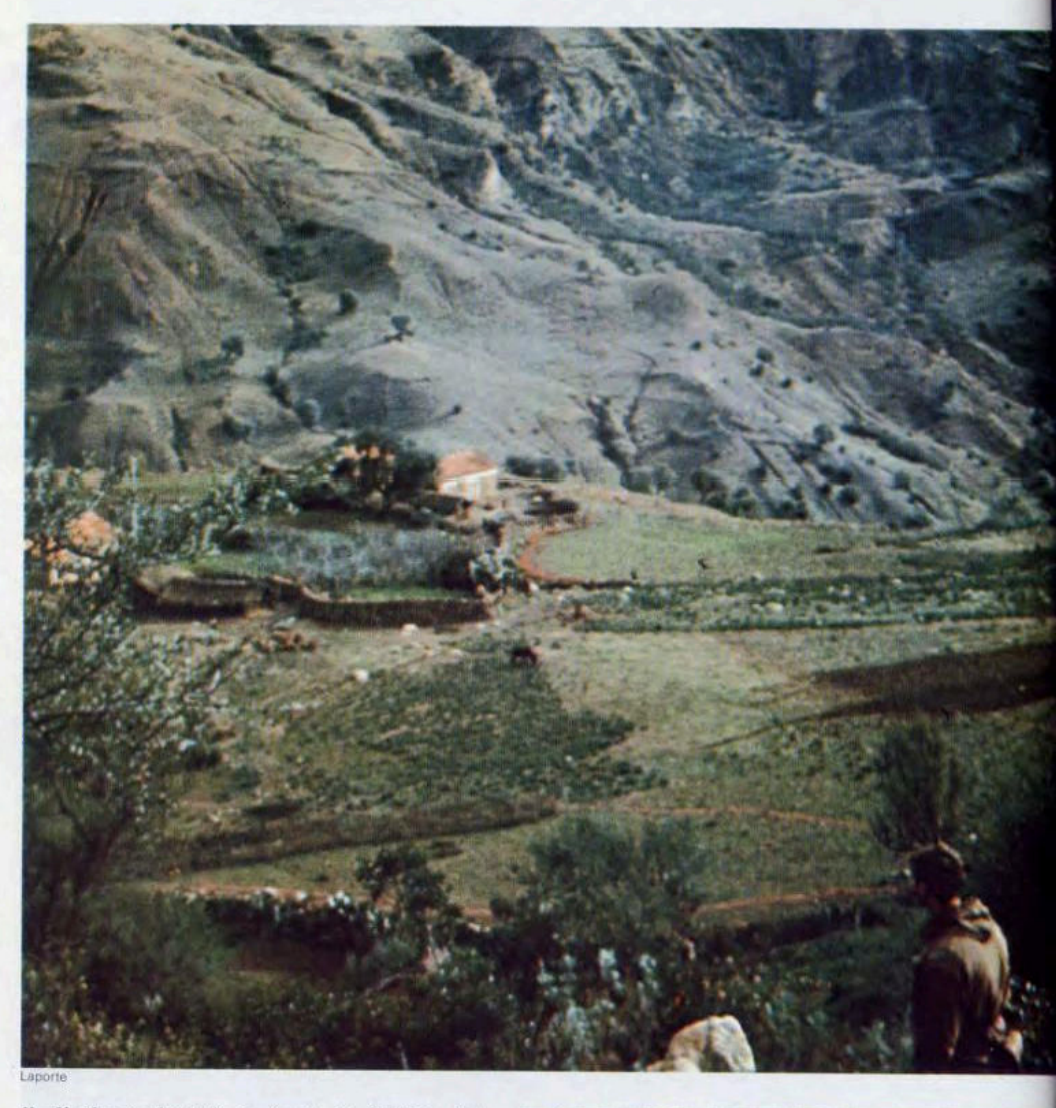
Le général Lorillot avait la réputation d'être sobre de gestes, bref de verbe et froid d'accueil. Son regard qui me détaillait me rappela celui d'un maquignon de mes amis examinant une occasion douteuse à la foire aux chevaux d'Argentat.

— Il paraît bien jeune, mais on n'a pas le choix, marmonna le général.

Puis, changeant de ton :

— Vous prenez votre commandement immédiatement. Mon chef d'état-major vous mettra au courant des détails.

Le colonel chef d'état-major m'exprima quelques paroles de sympathie banales et me confia au lieutenant-colonel, sous-chef d'état-major, qui me présenta au commandant, chef du 1er bureau, lequel m'adressa brièvement à son capitaine adjoint... En moins de dix minutes, je me retrouvai au bas de l'état-major, dans un placard transformé en bureau, devant


Laporte

l'adjudant chargé de tenir le fichier des unités. Cet honnête comptable des effectifs me communiqua la fiche du 584e bataillon de marche du train que j'avais l'honneur de commander depuis un quart d'heure.

— La fiche n'est pas à jour, avoua l'adjudant en hochant la tête. Depuis plus de six mois, malgré les notes impératives de rappel, ce bataillon ne nous envoie plus ni compte rendu, ni état des effectifs, ni rapports... Rien !

L'adjudant était consciencieux et il avait le temps. Il me donna quelques informations. Le 584e était, pour l'heure, implanté au lieu dit Bordj-de l'Agha, à 80 km au sud de Bou-Saada. Il avait été déplacé souvent. Personne n'en voulait. De secteur en secteur, le bataillon maudit avait été refoulé dans ce haut plateau désertique de l'Atlas saharien où il vivotait dans une douce anarchie. C'était une sorte de quarantaine sanitaire. Pour éviter de contaminer les unités saines, les rappelés du 584e étaient interdits de séjour à Bou-Saada. On les ravitaillait par parachutages, deux fois par semaine... C'est tout ce que pouvait me dire l'adjudant.

A mon sujet, le grand état-major d'Alger se posait un seul problème : m'expédier aussi vite que possible à Bordj-de-l'Agha. Le général avait envi-



sagé de me faire parachuter avec les caisses de viande congelée et les sacs de pain. Ce jour-là, l'avion était déjà parti. On me trouva une place dans un convoi vers le sud qui quittait Alger le lendemain.

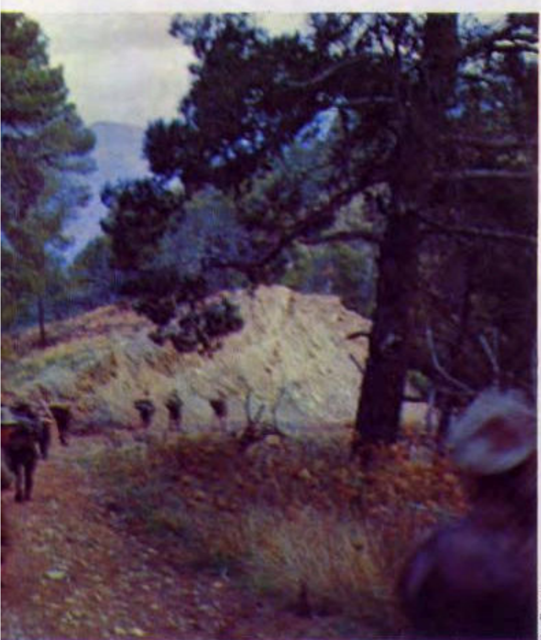
En arrivant à Bou-Saada, je me présentai au commandant du secteur. C'est

◄ Une petite ferme arabe. Un îlot de verdure au pied de collines pelées. Inoffensive. Mais l'est-elle vraiment ? Les rebelles ont pu y bivouaquer la nuit précédente, s'y cacher encore...

Crapahuter, ► marcher des heures sous le poids de son arme, dans des vallonnements sans ombre. Au fond, le lit d'un oued. Un oued tari. Où donc se cachent les « fellouzes » ?

« On faisait la pacification, et cette armée de rappelés, mobilisée à grands frais [...], se desséchait d'ennui et d'inutilité sous le grand soleil d'Algérie. »
▼

Laporte



Ph. Barey

de bonne règle et j'espérais sans doute quelque réconfort, sinon quelque secours. Le colonel Katz venait de prendre son commandement. Il m'accueillit avec sa cordialité coutumière et m'affranchit avec son cynisme naturel.

— Votre bataillon ne vaut rien, dit-il. Les rappelés du 584ᵉ vivent dans l'anarchie la plus complète, et ils auraient vécu ainsi jusqu'à leur libération sans un malheureux incident.

Le général Malaguti, inspecteur de l'infanterie, était alors en tournée d'inspection dans le Sud, quand, pour un incident mécanique mineur, son petit avion fut contraint de se poser sur la piste de secours de Bordj-de-l'Agha. Tandis que le pilote du « piper » procédait à une réparation de fortune, le général sortit de l'appareil pour se dégourdir les jambes. Il fut aussitôt entouré par une bande de types curieux, décontractés et familiers.

« Vous avez vu, les gars, s'exclamaient ces étranges militaires, il a quatre étoiles sur les épaules, le mec ! » Puis, s'adressant au général : « Dis donc, grand-père, tu dois savoir quand c'est la quille... Dis-nous-le, quoi !... Oh ! gueule pas comme ça, on est entre copains !... »

— Et, ce disant, ils lui tâtaient les épaulettes, me racontait le colonel Katz, jovial, lui tapaient cordialement dans le dos. Vous savez, Malaguti a très mauvais caractère. En arrivant à Alger, il était noir de colère, sa tension artérielle était montée de deux points. Il refusa de voir le général Lorillot et lui adressa une lettre d'injures : « ... J'ai subi la plus » grande honte de ma vie militaire en » trente-cinq ans de service. » A la suite de cet incident, le général Lorillot décida de changer le chef de corps du 584ᵉ. Et voilà pourquoi vous avez été désigné en catastrophe !... Vous comprenez maintenant ?

Je comprenais. Je n'avais que quatre galons sur les épaules, un insigne de grade qui, dans l'armée, confère infiniment moins d'autorité que les quatre étoiles...

Un bidonville où grouillaient des clochards

— Je vous prête mon hélicoptère, conclut Katz, il a le temps de vous déposer à Bordj-de-l'Agha et de revenir avant la nuit.

Vu d'en haut, le poste du 584ᵉ bataillon du train se présentait comme un vaste rassemblement d'abris en planches, de toits de tôle rouillée, de toiles de tente avachies parmi des ruines sèches, un bidonville où grouillaient des clochards comme des cloportes dans une souche pourrie. L'hélico se posa en soulevant une tornade de poussière.

— Dépêchez-vous de descendre ! hurla le pilote pour dominer le grondement du moteur. J'ai ordre de décoller aussitôt... J'ai peur qu'ils ne me cassent l'hélicoptère comme la dernière fois, ajouta-t-il en me montrant du pouce une foule de

nous avons mangé coude à coude autour des feux, avant de nous endormir côte à côte.

deux cents ou trois cents types massés en demi-cercle à la limite de la poussière.

Après les rugissements du moteur au décollage, le souffle furieux du rotor et les rafales de sable qui me fouettaient le visage, l'immobilité du désert m'enveloppe dans un silence immense et oppressant.

Je suis adossé à la plaine ocre, infinie, à la hamada sans refuge. Devant moi, le mur en ruine de l'ancien bordj, mais, pour l'atteindre, il faut traverser la foule, le comité d'accueil. Au coup d'œil, ils sont plus de trois cents hommes. Beaucoup portent encore des pièces d'uniforme, panachées avec de vieux effets civils ou des djellabas indigènes. Ils forment un demi-cercle de badauds les mains dans les poches jusqu'au coude, les jambes écartées dans une attitude qui me paraît aussi éloignée que possible de la position réglementaire du garde-à-vous. Et aucun officier, aucun gradé, en vue...

Gamelles propres, rata appétissant

Depuis la veille, j'appréhendais cet instant. J'avais imaginé plusieurs situations délicates, préparé des gestes, des répliques, voire des déclarations... Ma surprise est complète.

J'ai le ventre mou, la gorge serrée, les pores de la peau dilatés, symptômes infaillibles de la trouille. Mon imagination, débridée par la peur, envisage le pire. Cette foule peut se refermer sur moi, comme les pétales d'une fleur carnivore sur un insecte... La foule des émeutes, des paniques, des lynchages, animal féroce, sans raison...

« Il ne faut pas qu'une bête sauvage flaire la peur, sinon elle attaque. » Il me semble entendre le père Anselme. « Il faut continuer à marcher sans hésitation, sans geste brusque... »

Je jette mon sac sur l'épaule et je marche vers le poste, droit sur la foule. Dès le premier pas, je n'ai plus peur. J'avance sans hâte et sans hésitation, le ventre dur, la gorge libre, les glandes sèches. Mon regard me précède, cherche une faille, détache de la foule un visage, les joues mangées par une barbe courte, la tête hirsute auréolée par les bords effrangés d'un chapeau de brousse. Dans cette foule bestiale, j'ai trouvé un regard humain. Je le fixe, je le capte pour ne pas le perdre.

Je marche droit sur lui. Le garçon doit éprouver un peu de malaise d'avoir été choisi pour objectif. Sous mon regard, il s'anime, sort une main de sa poche, se gratte la barbe, en profite pour ajuster sa coiffure... Ses talons se rapprochent ; instinctivement, il redresse les épaules. Je suis encore à six pas de lui quand il crie : « Fixe ! »

L'ordre agit comme une décharge électrique. Une ondulation court dans la masse, gagne de proche en proche selon les lois mécaniques du déterminisme militaire. Les hommes s'immobilisent en silence dans une attitude qui s'apparente au garde-à-vous.

Je salue lentement mon adversaire.

— Ton nom, grade, emploi ?

— Langlois, 2e classe, cuisinier au bataillon.

— Langlois ! Je n'aime pas les cheveux dans la soupe. Demain matin, tu te présenteras rasé, les cheveux coupés, et les mains propres... Conduis-moi au P.C. du bataillon.

Le reste ne fut que routine. J'occupai les deux premiers jours à réorganiser le bataillon, à former et encadrer les compagnies, à mettre en place les services du corps.

Je commençai mon inspection par les cuisines (bon ou mauvais, un bataillon mange deux fois par jour). Elles étaient installées sous un auvent couvert de planches et de cartons, un sol humide et puant l'ordure, des tables grasses, un milliard de mouches et une vingtaine de cuistots aussi sales que les gamelles... Mais, au premier rang, je reconnus Langlois, rasé et propre.

— Qui est responsable de ce fumier ?

Il y eut des murmures, des hésitations, des regards échangés furtivement. Puis un des cuistots graisseux se présenta. Sur sa manche un galon de sergent tenait par un fil et je n'eus aucune peine à l'arracher.

Je m'adressai à Langlois :

— A partir de maintenant, tu es responsable des cuisines. Je te donne plein pouvoir sur tes camarades et le choix des moyens. Tu as une heure pour me faire nettoyer ça.



Coll. Pouget

▲ Le commandant Jean Pouget *(à gauche, en cachabia)*, d'abord chef du 1er hussards parachutistes, à Tarbes.



Coll. Pouget

Une vie nouvelle pour de jeunes appelés ou rappelés. Leur avait-on suffisamment expliqué les raisons de la guerre qu'ils devaient mener ?



Coll. Pouget

Le repas fut servi à midi précis, distribué équitablement et en ordre. Les gamelles étaient propres et le rata appétissant. L'ex-sergent avait un œil au beurre noir et un air totalement soumis. Ses camarades félicitèrent Langlois pour la qualité de la soupe et pour sa première « ficelle ».

D'après la fiche de l'état-major d'Alger, je pouvais compter sur quatre officiers et une dizaine de sous-officiers. Dans cette foule d'un millier de jeunes Français, des électeurs râleurs, je trouvais Langlois et une majorité de bonne volonté. Les deux premiers jours je dégradai les incapables pour confier les responsabilités à ceux qui faisaient preuve d'autorité. Il restait à faire comprendre à ces hommes et à ces citoyens le sens du service national. C'est une abstraction qu'on ne peut comprendre que dans l'action.

Le troisième jour, le bataillon, au complet, partit en opération. Après neuf jours de marche, nous encerclâmes une petite bande de fellaghas dans un djebel désertique. Le combat fut bref... Nous n'avions pas subi de pertes. Parmi les H.L.L. tués, les prisonniers identifièrent le chef Si Ziane, « le général du Sahara »... Il s'était battu courageusement et je le fis enterrer sur place avec les honneurs militaires. Les prisonniers parlèrent et l'un d'eux nous indiqua, à l'horizon, une crête ruiniforme, refuge du reste de la bande, la « caserne », dit le fellagha, où se cachaient deux cents fusils environ. L'après-midi touchant à sa fin, je décidai d'attendre l'aube pour attaquer le repaire.

◀ Des éléments du 584ᵉ bataillon de marche du train, au cours d'une pause, lors d'une opération. Un chef leur fit comprendre rapidement pourquoi ils se battaient et comment il fallait se battre.

Honneur du baroud

Le bataillon s'était installé en hérisson autour d'un puits à moutons. Les lauriers-roses fournissaient du bois mort. Nous avions des vivres, de l'eau, du feu...

Avant de prendre du repos, j'avais une affaire à régler. Au moment de l'accrochage, le lieutenant X... avait manifesté une mauvaise volonté évidente à exécuter les ordres. Ses hommes avaient traîné à l'arrière, laissant aux camarades les risques et l'honneur du baroud. Ce qui ne les avait pas gênés le moins du monde, une fois le combat terminé, pour « casser la gueule » à un prisonnier.

Je rassemblai les compagnies en carré et, pour la première fois, je parlai directement aux hommes du 584ᵉ.

— La raison d'être d'une armée est d'obéir aux ordres du gouvernement. C'est la règle de la démocratie et la loi de la République. Mon métier est de respecter et de faire respecter cette loi, qu'on appelle aussi « règlement de discipline générale ». Vous savez maintenant que vous pouvez compter sur moi pour faire mon métier honnêtement. Je sais, ce soir, que je peux compter sur vous... sur vous tous, sauf sur le lieutenant X...

Je rappelai l'affaire de l'après-midi, avant de conclure :

La lumière de l'amitié

— Demain, nous devrons sans doute combattre, et peut-être d'autres fois si c'est nécessaire. C'est pourquoi je n'ai pas le droit de tolérer parmi nous des lâches qui refusent d'affronter un ennemi armé et maltraitent un adversaire désarmé. Pour un soldat, un prisonnier n'est plus un ennemi mais déjà l'ami de demain. Il doit être traité comme tel.

» Le lieutenant X... et ses hommes ne sont pas des soldats. En conséquence, ils ne font plus partie du bataillon, jusqu'à nouvel ordre. Ils quitteront immédiatement le camp pour rejoindre, par leurs propres moyens, le poste de Bordj-de-l'Agha et y attendre la décision du commandement.

La nuit était tombée sans crépuscule. Les feux de bivouac éclairaient le rassemblement. Immobiles et en silence, les soldats du 584ᵉ bataillon regardèrent la petite colonne des bannis sortir du cercle de lumière et s'enfoncer dans les ténèbres extérieures.

La nuit était froide. Nous avons mangé serrés au coude à coude autour des feux, avant de nous allonger côte à côte pour dormir. Les sentinelles veillaient. Nous étions vainqueurs. Nous nous sentions en sécurité. Nous avions chaud.

Dans ce bivouac, ils étaient un millier de jeunes Français et beaucoup ne comprenaient pas très bien pourquoi ils avaient été « rappelés », au nom de quel principe supérieur, de quelle politique on leur avait demandé de quitter leur foyer, l'atelier, le bistrot habituel, pourquoi ils avaient dû se séparer de leurs amis et de leurs amours. Moi-même, je n'étais pas certain de pouvoir leur donner une explication convaincante, et je me serais sans doute trompé...

Ce soir-là, je leur avais donné seulement une raison d'être fiers. Ils avaient conscience d'avoir accompli un devoir national, et ils avaient retrouvé la chaleur de la solidarité des hommes, la lumière de l'amitié.

Il faisait bon être ensemble dans ce petit cercle de chaleur et de lumière, au milieu du désert froid, sombre, rempli de présences hostiles. H

Jean POUGET

LA CASBAH DEVIENT UN MAQUIS URBAIN...

Au début de mars 1956, le F.L.N. d'Alger est en plein essor. L'organisation politique, structurée selon la « méthode pyramidale », fonctionne bien. Chaque chef de groupe est assisté de deux adjoints qu'il est seul à connaître ; chaque adjoint recrute à son tour deux militants dont il est seul à posséder les noms, et il devient ainsi le chef d'un groupe placé plus bas dans la hiérarchie de l'O.P.A. (Organisation politico-administrative). Celle-ci qui compte 6 000 militants environ, a montré son influence en organisant les grèves qui, le 1er novembre 1955, ont marqué le premier anniversaire de l'insurrection et les manifestations qui se sont déroulées le 20 février à l'occasion de l'enterrement d'un jeune Algérien tué par la police.

Les 600 hommes armés des groupes de choc destinés à « soutenir l'O.P.A. » sont placés, à Belcourt, sous la direction d'Ali Bouchafa et de Mostefa Fettal et, dans la Casbah, sous les ordres d'un état-major qui comprend notamment Yacef Saadi, son beau-frère H'Didouche, Ahmed Chaïb, dit « le Corbeau », et Ali Amara, dit Ali la Pointe.

Les affaires vont d'autant mieux pour le F.L.N. que, depuis que l'inspecteur Arbane, des Renseignements généraux, est passé secrètement dans ses rangs, il a pu se procurer une liste assez fournie des mouchards qui renseignent la police sur son compte et que ses groupes de choc ont abattu les indicateurs jugés les plus dangereux.

Des patrons de la police tels que Forcioli et Loffredo se sont cependant doutés du double jeu d'Arbane, et comme on leur a donné, au début de l'année, des moyens plus importants, ils ont réorganisé leurs services et recruté un nombre assez considérable de nouveaux indicateurs. Inquiète de cette évolution, la direction du F.L.N. invite Yacef Saadi à une réunion spéciale convoquée pour « examiner l'ensemble de la situation ».

Abane Ramdane, au cours du débat, commence par rappeler la position qu'il défend depuis un an : le F.L.N. ne doit pas commettre trop d'attentats à Alger de manière que la capitale, relativement calme, puisse demeurer une « zone refuge » et une base de départ pour le ravitaillement des maquis de l'A.L.N. en vivres, en argent, en vêtements, en médicaments et en armes.

— Parlons-en des armes ! interrompt Krim Belkacem. Les wilayas 3 et 4 sont au bout de la chaîne d'acheminement depuis la Libye et elles ne reçoivent pratiquement rien. Je pense, quant à moi, que nous devons agir de la même manière que nos frères de l'Istiqlal marocain : attaquer systématiquement des policiers isolés et même prendre d'assaut des commissariats pour récupérer des armes à Alger même.

Yacef Saadi soutient cette opinion avec enthousiasme, mais Ben Khedda fait remarquer que l'adoption de ce point de vue modifierait sensiblement la ligne de conduite du F.L.N., qui donne la priorité à l'action de l'O.P.A. sur celle des groupes de choc.

— Croyez-vous que l'O.P.A. et même sa direction pourront travailler longtemps si nous laissons les nouveaux mouchards s'infiltrer dans nos rangs ? rétorque Yacef Saadi, élevant le ton. Si nous ne réagissons pas à temps, nous serons tous arrêtés.

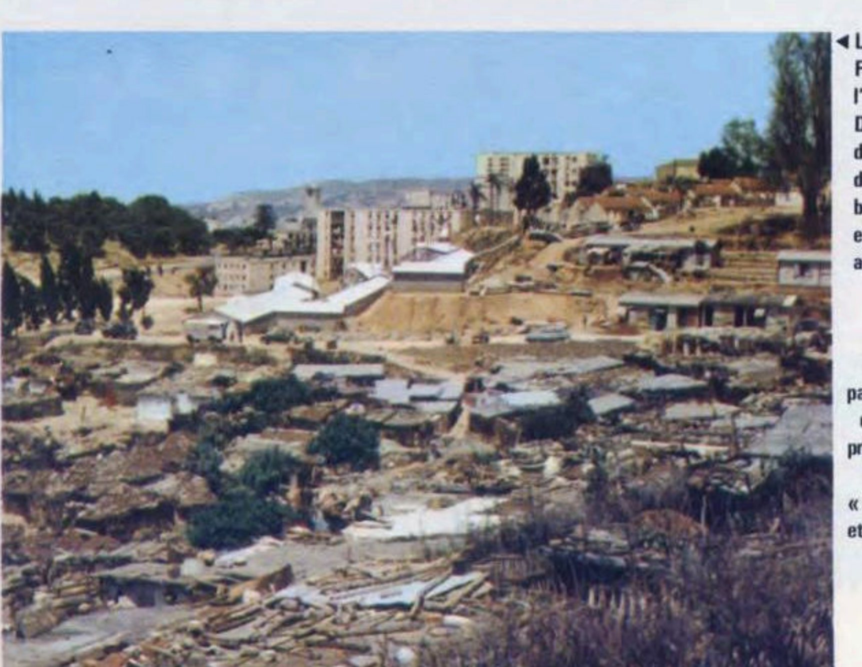
Ben M'Hidi intervient dans le débat pour appuyer Krim Belkacem et Yacef Saadi :

— Lorsque j'ai dit à nos frères du


Jean-Claude Peret/Atlas-Photo

◄ Un bidonville, genre de *patchwork* de l'habitat. A Alger, grâce à J. Chevallier, un immense effort sera accompli pour donner aux « bidonvillois » des logements décents.

Le plan d'eau de l'Amirauté, un des plus beaux angles de la ville. Les bateaux de plaisance des Algérois nantis y balancent leurs mâts. ►


Dimka-Swetchine

◄ Le ravin de la Femme-Sauvage, à l'ouest d'Alger. Des blocs d'immeubles neufs défient les bidonvilles et bientôt les absorberont.

Deux cités, créées par Pouillon, vont se dresser, dès 1956, près de ce bidonville : Diar-es-Saada (la « cité du bonheur ») et Diar-el-Mahçoul (la « promesse tenue »). ►



Dimka-Swetchine

Caire qu'ils ne faisaient pas grand-chose pour nous, ils m'ont répondu : « Et » vous, que faites-vous en Algérie ? »

» C'est que l'action de l'A.L.N. dans les montagnes est peu connue, alors que des attentats à Alger ont un effet psychologique extraordinaire parce que les envoyés spéciaux des journaux, la presse, la radio, en parlent immédiatement et abondamment. C'est donc pour des raisons politiques autant que pour des raisons de sécurité que je me prononce pour une liquidation systématique des indicateurs, et même, ultérieurement, pour des opérations de plus vaste envergure, en ville européenne. C'est rue Michelet que l'indépendance de l'Algérie sera gagnée. La Casbah doit devenir le bastion à partir duquel nous ferons nos sorties, mais ce camp retranché doit être, pour nous, absolument sûr. Il faut le débarrasser de tous les Algériens qui risquent de devenir des mouchards parce qu'ils ont des activités suspectes et qu'ils peuvent être, de ce fait, tenus par la police. Ce sera là, de plus, une œuvre de salubrité nationale.

— Et une tâche qui ne sera pas si difficile à réaliser, renchérit Yacef Saadi ; les gens de moralité douteuse ne constituent qu'une infime minorité parmi les 80 000 habitants de la Casbah.

— En somme, dit Dahlab, vous voulez nettoyer les écuries d'Augias.

— Qui c'est, Augias, interroge Krim Belkacem, dont la culture classique n'est pas le fort.

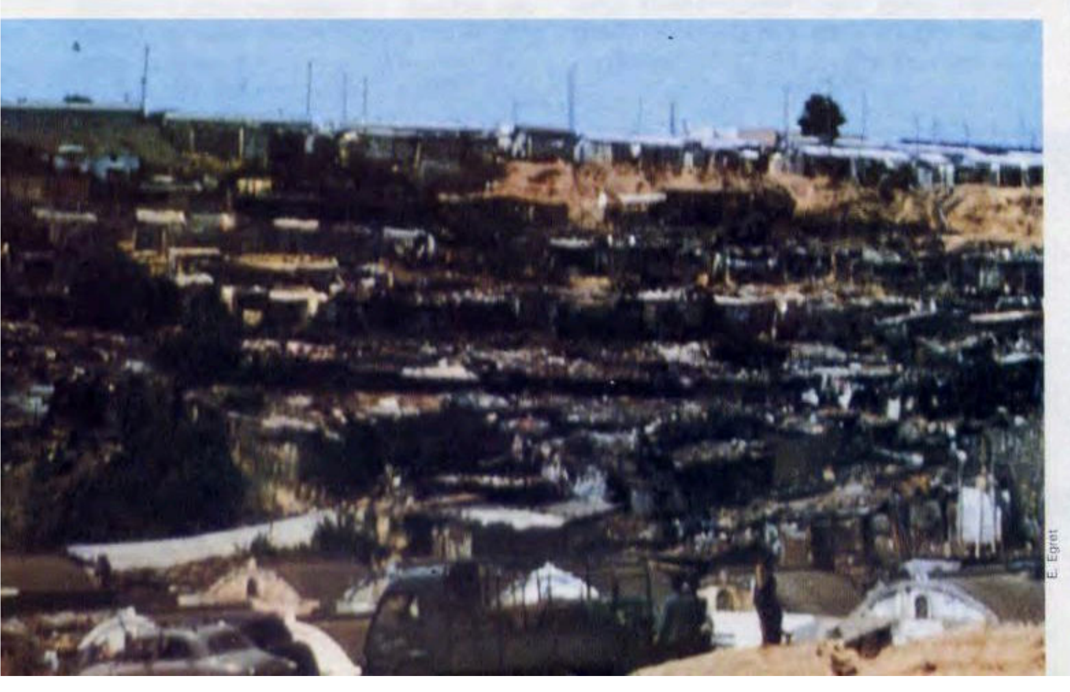
— T'occupe pas ! tranche Abane, qui vient de faire son choix et qui se range à l'avis de Ben M'Hidi. Yacef, toi et tes hommes avez le feu vert pour l'assainissement de la Casbah, pour le grand nettoyage dont viennent de parler les frères et pour la liquidation immédiate de tous les habitants de la Casbah qui seraient repérés comme des mouchards des flics ! Mais attention ! Pas d'action violente en ville européenne sans un ordre exprès de la direction !

Le café de la Marsa

Très peu de temps après cette rencontre, l'opération « Epuration et Rééducation » est lancée dans la Casbah. Amar Ouzegane, l'un des théoriciens de l'équipe dirigeante du F.L.N., en expose les motivations et les objectifs devant un certain nombre de responsables réunis à son quartier général, le café de la Marsa, près de la place du Gouvernement.

« Ceux dont nous devons nous occuper, explique l'ancien secrétaire général du P.C.A., sont des déclassés : « yaouleds » qui cirent les chaussures ou vendent des journaux à l'âge où les petits Européens vont à l'école ou au lycée, travailleurs sous-payés ou chômeurs victimes des discriminations raciales et sociales du système colonial, livreurs, portefaix, laveurs de voitures, petits marchands qui ont souvent rêvé de s'élever au-dessus de leur condition en devenant des vedettes du sport ou de la chanson et qui, déçus de ne pouvoir y parvenir, ont glissé sur la mauvaise pente et sont devenus des débauchés, des ivrognes, des drogués, des proxénètes, des voyous. Seuls les plus endurcis et les chefs de bande doivent être éliminés par la violence. Les autres sont récupérables, ne serait-ce que parce que leur attitude est une forme détournée mais sincère de la révolte contre l'oppression et l'injustice de la société coloniale arabophobe. Il faut leur parler, les convaincre, leur montrer le caractère exaltant de notre lutte pour l'indépendance et la libération, les inviter à combattre les fléaux sociaux qui frappent notre peuple et qui sont des produits du colonialisme, leur dire qu'ils seront bénéficiaires de la victoire de l'Algérie combattante. Bref, il faut faire d'eux, progressivement, des militants. »

La pédagogie préconisée par Ouzegane est effectivement appliquée, et avec rudesse quand la persuasion ne suffit pas. Le F.L.N. rappelle les « mots d'ordre nationaux » qu'il a lancés dès le



E. Egret

devant un savoureux ragoût de mouton, Ali la Pointe abat "Bud Abott," u

début de 1955 et signifie à la population qu'il entend plus que jamais faire respecter les interdictions qu'il a formulées au nom du patriotisme algérien et du puritanisme islamique : ne pas boire d'alcool, ne pas fumer, ne pas se droguer, ne pas jouer aux jeux d'argent et ne pas fréquenter les maisons closes.

La lutte contre les fumeurs, qui s'était quelque peu ralentie depuis les attentats du 12 décembre 1955 contre les cinémas Olympia et Donyalad et « leur clientèle algérienne débauchée » reprend de plus belle. Des chasses aux ivrognes et aux rabatteurs de filles travaillant pour le compte des *hozzia* (maquereaux) sont organisées dans les cafés borgnes.

L'O.P.A. du F.L.N. met fin également, assez vite, au trafic des stupéfiants (opium, cocaïne, et surtout chanvre indien ou kif) en frappant, en même temps que les amateurs de paradis artificiels embrumés des fumées du haschisch, les gros fournisseurs de drogue qui alimentaient non seulement leur « marché » de la Casbah, mais ceux des bidonvilles d'Hussein-Dey, de Maison-Carrée et même du Bardo, à Constantine. Yacef Saadi, qui a été autrefois en contact avec le « milieu », et Ali la Pointe, qui a été, dans les années 1948-1950, un redoutable maître du tchic-tchic (l'équivalent algérien du bonneteau français, avec des dés non moins pipés) et qui connaissent, de ce fait, les détours du sérail, n'ont pas trop de mal, d'autre part, à limiter considérablement les jeux d'argent, grâce aux descentes de leurs groupes de choc dans les *missâte kimâr* (tripots).

La mer Rouge

Quelques « punitions » corporelles et quelques avertissements bien sentis donnés par l'O.P.A. aux trafiquants et intermédiaires suffisent enfin pour la liquidation de *l'aç'hab el business* — la vente à bas prix de produits de contrebande tels que les tissus anglais, les soieries japonaises ou les montres suisses.

La lutte contre la prostitution pose des problèmes bien plus difficiles à résoudre, car si la Casbah n'est pas ce qu'imaginent beaucoup de spectateurs français qui ont vu, au cinéma, *Pépé le Moko*, on y trouve néanmoins un « quartier réservé » très ancien et très dense qui ne se laisse pas « assainir » facilement. Le F.L.N., en fait, aura du mal à « traverser la mer Rouge », dit — drôlement, comme à son habitude — Saad Dahlab.

Pourquoi cette expression à première vue ésotérique ? Parce que la « rue de la Mer-Rouge » est, avec la rue Barberousse et la rue Kataroudji, une des principales artères de ce « quartier réservé » — appelé aussi Aouinet-er-Roumia.

Là, les « groupes de choc » du F.L.N. doivent se battre, et ils subissent des pertes. Ils finissent cependant par imposer leur loi, après quelques bagarres sanglantes dignes de Chicago. Les « petits barbeaux » d'abord, les gros ensuite — par exemple, les Hoya, « Jo » Menella, Vincent la Rascasse — sont contraints, soit de s'occuper seulement des deux grandes maisons de tolérance — le « Sphinx » et la « Lune » — bien protégées par la police, à la limite de la ville européenne, soit de s'exiler en France, soit de rallier — *nolens, volens* — l'organisation nationaliste, après lui avoir remis leurs armes individuelles.

Certains mauvais garçons, dont la psychologie se transforme en même temps que l'allure extérieure, changent de nom et prennent du service dans les commandos de Yacef Saadi. Libérées de leurs anciens « protecteurs », certaines demoiselles de petite vertu modifient leur vie plus profondément encore et deviennent des militantes propagandistes F.L.N. exemplaires, qui en rajoutent même dans la pruderie et l'austérité moralisatrice.

Lorsque Rafaï Abdelkader, un des derniers grands patrons de la pègre algéroise, sort de la prison où il purgeait une peine mineure, il a bien du mal à reconnaître « son » quartier réservé, où des zones entières sont passées à la résistance, où l'on parle de mots de passe et non plus de maisons de passe, et de contacts politiques au lieu de rendez-vous galants. Il n'accepte pas cet état de choses. C'est que c'est une terreur, ce Rafaï. Il est puissant, corpulent, à telle enseigne qu'on le surnomme Bud Abott (avec un jeu de mots sur le nom de l'acteur américain, qu'on peut entendre aussi comme l'expression kabyle *bouth abbot* — l' « homme au gros ventre »). Bud Abott entend ne pas s'en laisser conter.

Ses oncles, les frères Hammache, autres « caïds » du « milieu » qui, eux, ont pris langue avec le F.L.N., lui signalent que, pour répondre aux arrestations massives d'Algériens ayant suivi, en France, le vote des pouvoirs spéciaux (12 mars), les groupes de choc du F.L.N. ont, sur ordre personnel d'Omar Ouamrane et d'Abane Ramdane, attaqué, dans Alger, quatre dépôts de bus ou de tramways et incendié le Garage des Facultés, près du carrefour Michelet-Saint-Saëns, et ils le sondent pour savoir s'il ne serait pas, éventuellement, volontaire pour participer, avec ses hommes de main, à de telles expéditions. Non seulement Bud Abott refuse, mais il s'abouche avec le leader « ultra » Achiary, qui met sur pied des actions « contre-terroristes » anti-Algériens avec d'autant plus de hargne qu'il vient d'échapper à un attentat orga-



◀ Yacef Saadi. Après l'arrestation de Fettal, il prend le commandement des groupes armés d'Alger.



Saad Dahlab. ▶ C'est un homme de Reibell, sur les hauts plateaux, un ami intime de Ben Khedda.



◀ Le dimanche 27 mai 1956, une rafle monstre a lieu dans la Casbah. Près de 6 000 Européens et plus de 70 000 musulmans y vivent. 4 480 suspects sont retenus et des armes trouvées.

Associated Press



Le commissaire ▶ Forcioli, des Renseignements généraux. Il va mener une lutte d' « indics » contre le F.L.N. après la défection d'un de ses meilleurs agents, l'inspecteur Arbane, passé à la rébellion.

nisé contre lui, devant son domicile du boulevard Saint-Saëns, par Ali la Pointe et ses deux adjoints Ali et Hamadi.

Les tueurs à gages de Bud Abott organisent bientôt un guet-apens contre le vieil avocat Ould Aoudia, qu'ils ne parviennent d'ailleurs pas à abattre, et ils jettent dans la villa d'un autre sympathisant du mouvement nationaliste, le Dr Tamzali, une grenade dont l'explosion fait des dégâts (mais pas de victimes). Le « tribunal F.L.N. » de la Casbah condamne alors à mort le proxénète. Ali la Pointe et Abderrahmane Arbadji sont chargés de l'exécution de la sentence.

La fin du dernier " caïd "

L'adjoint de Yacef Saadi s'assure la complicité d'un couple de proxénètes qui habitent, rue Héliopolis, une maison voisine de celle de Bud Abott, et qui invite ce dernier à venir déguster, le 29 mars, « en famille », avec sa maîtresse, son meilleur ami et d'autres convives, un savoureux ragoût de mouton. A peine l'hôte s'est-il installé à table qu'il voit surgir devant lui Arbadji et Ali la Pointe qui, drapé dans une cachabia, braque sur l'assistance sa mitraillette MAT 49.

Ali la Pointe, raconte Yacef Saadi, qui veut donner à cette « opération de justice » tout son impact psychologique, expose alors pendant plusieurs minutes les raisons politiques du jugement du F.L.N., puis lâche une rafale sur Bud Abott, qui s'écroule.

L'assassinat, un mois plus tard, du dernier « caïd » récalcitrant, Hacène le Bônois, abattu, rue Randon, par un adjoint d'Ali la Pointe, renforce encore cet effet de terreur.

Partout, dans la Casbah, où les Européens ne s'aventurent plus, la population réalise que les policiers du Gouvernement général n'ont pas été capables de protéger des hommes qui, pourtant, sur le plan politique, leur rendaient, en général, les plus grands services. La présence française n'est plus visible que dans quelques postes de la police ou de l'armée, qui s'entourent de sacs de sable, et auprès desquels le F.L.N. place des « informateurs » chargés de repérer ceux qui feraient appel aux autorités officielles. La voie est pour l'implantation, sur une grande échelle, d'une administration F.L.N. souterraine, mais plus efficiente que l'administration officielle.

Ce sont les commissaires politiques d'Abane Ramdane qui, le plus souvent, accordent les laissez-passer, délivrent des bons de réquisition pour les déshérités à qui les commerçants doivent fournir l'huile ou la semoule, lèvent les impôts. Ce sont eux, aussi, qui rendent la justice à la place des cadis et qui arbitrent les différends. Ce sont eux, enfin, qui s'occupent de l'état civil (naissances, décès, circoncisions et surtout mariages).

Centre politico-militaire

Cette conjoncture permet à la direction F.L.N. d'Alger d'envoyer à la « délégation extérieure » du Caire, au début de mai, un rapport où s'exprime une certaine autosatisfaction : « Nos étudiants s'occupent de la fabrication des fausses cartes d'identité, de l'impression des tracts, de la diffusion du matériel de propagande, nos avocats de la défense juridique et du secours aux familles des emprisonnés. Nos médecins, quand ils ne vont pas eux-mêmes dans les djebels soigner les *moudjahidin,* réceptionnent sur place les *djounoud* blessés ou malades, collectent des médicaments, forment rapidement des infirmiers pour l'A.L.N. Nos militants recrutent, rassemblent des fonds, établissent le contact avec des Algériens servant dans l'armée française qui envisagent de nous rejoindre en emportant leurs armes. Nos groupes de choc s'équipent, par des moyens divers (achat, contrebande, récupération sur l'ennemi), en mitraillettes, munitions, revolvers, détonateurs, matériel de transmission. Nos *fidayin* descendent, quand cela est nécessaire, les agents du colonia- ▶



◀ Quelque part, dans un refuge complice, un hôpital de l'A.L.N. On apprit, en 1962, que certaine clinique privée d'Alger avait accueilli de nombreux blessés transportés depuis les maquis.

Jean-Louis Normand

▶ LA CASBAH

le repaire de truands va devenir l'Olympe des terroristes F.L.N.

lisme et les traîtres. La Casbah est le centre de notre activité politico-militaire. »

Abane, auteur de ce texte, ne bluffe que légèrement, surtout sur le dernier point. Les événements qui se dérouleront à la fin du printemps et au cours de l'été de 1956 vont en apporter la preuve.

Alors qu'il devait se rendre à une réunion de la direction du F.L.N., Boualem Moussaoui, un des membres du *brain trust* du leader F.L.N. d'Alger, est arrêté, mais il ne parle pas. Mostefa Fettal, appréhendé lui aussi, et lui aussi soumis à un « interrogatoire poussé », lâche quelques informations, à vrai dire assez peu importantes. Le Gouvernement général cherche à exploiter au maximum cette double arrestation.

1 500 policiers

La première grande « opération Casbah » est déclenchée le 27 mai par la police et l'armée. Des militaires bloquent les grands axes — boulevard de Verdun, boulevard de la Victoire, rue Rovigo, rampe Valée, rue Bab-Azoun, rue de Bab-el-Oued — qui marquent la frontière entre les quartiers européens et les quartiers musulmans. 40 commissaires ou officiers de police et 1 500 policiers entrent dans la Casbah, s'engagent dans le dédale des ruelles, pénètrent dans les patios de nombreuses maisons, fouillent, pièce par pièce, pendant plusieurs heures, montent sur les terrasses par les escaliers intérieurs. Ils ne parviennent cependant à arrêter ni un militant important de l'O.P.A. ni un *fidai* des groupes armés (dont Yacef Saadi a pris le commandement depuis l'arrestation de Fettal), ce qui indique bien que le F.L.N. est « comme un poisson dans l'eau » au sein d'une population qu'il contrôle étroitement.

Un tel contrôle lui permettra, par deux fois — lors de l'exécution de deux condamnés à mort algériens, le 19 juin, et de l'attentat ultra de la rue de Thèbes, le 10 août — d'empêcher que les manifestations de colère spontanées de la foule ne prennent une ampleur et une violence de nature à déchaîner la répression de l'adversaire. Dans les deux cas, l'organisation du F.L.N. lancera des appels à la discipline qui seront entendus et elle fera rentrer chez eux les habitants de la Casbah en leur expliquant qu'il appartient aux groupes de choc clandestins, et à eux seuls, de venger les morts par des attentats de représailles dans tous les quartiers européens. **H**

Youssef ZERTOUTI



Dimka-Swetchine

LE FACE-A-

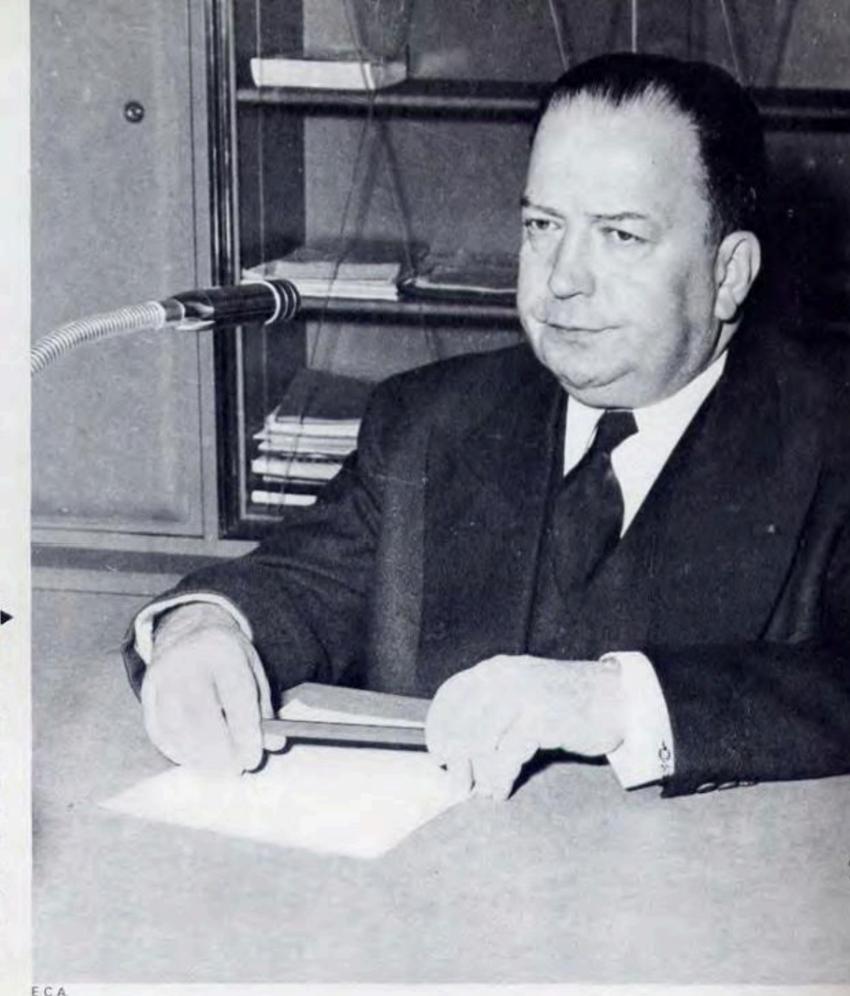
Inlassablement, Robert Lacoste va sillonner l'Algérie. Des villes aux bleds perdus et aux « pitons ». Ici, en visite chez Bigeard. Avec Gorlin *(à droite)* et Maisonneuve *(à gauche)*.

QUAND Robert Lacoste s'installe, en février 1956, dans son fauteuil du Gouvernement général, avec le titre de ministre résidant, il réalise très vite l'ampleur de la tâche qui l'attend. L'Algérie est un grand corps malade de





◄ Le Gouvernement général (le G.G.), où se fait la politique française en Algérie. Un immeuble immense, qui se dresse devant le Forum et où vont aboutir toutes les crises qui secoueront le pays. Du 13 mai à la fin...



Le nom du ministre ► résidant Lacoste restera attaché à la guerre d'Algérie. Le général de Gaulle lui rendra hommage. Sur le plan politique comme sur le plan militaire, Lacoste tenta, de toutes ses forces, de rétablir en Algérie la paix et la liberté pour tous.

E.C.A.

FACE LACOSTE-ALGÉRIE

cette peste qu'est la subversion, et les bulletins de santé — les rapports que le nouveau responsable va trouver dans ses dossiers — sont alarmants. Avant lui, Soustelle avait donné l'alerte. Le 7 janvier 1956, dans ses derniers mauvais jours de gouverneur général, il avait écrit au président Edgar Faure :

La situation a subi une dégradation profonde, qui s'est accentuée de façon tragique depuis quelques semaines.

A l'heure actuelle, on peut définir, brièvement, comme suit, l'état d'esprit des diverses fractions de la population et de l'armée :

Européens : profond découragement. *Ce découragement se traduit, chez certains, par l'abandon : vente de propriétés, transfert de capitaux ; chez d'autres, par des questions angoissées (par exemple : continuera-t-on à payer les pensions et les retraites ?) ; chez d'autres, par une exaspération qui pourrait prendre la forme du contre-terrorisme. D'une façon générale, ce sont les petits qui sont les plus désespérés, n'ayant d'autre pays que celui-ci ni de fortune à mobiliser pour s'installer ailleurs. Or ces « petits », constituent l'immense majorité des Européens d'Algérie.*

Avant de poursuivre la lecture de cette lettre, ouvrons une parenthèse pour donner, à titre d'exemple, le bilan des ravages causés par la rébellion, dans l'Est algérien, au moment même où Soustelle alerte (une fois de plus) le gouvernement, c'est-à-dire en janvier 1956 :

- 8 Européens et 112 musulmans assassinés, 28 Européens et 99 musulmans blessés dans des attentats, 30 musulmans enlevés ;

A l'heure du réveillon

- Dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier, massacre de la famille Hefner, modestes colons de la région de Penthièvre, surpris dans leur petite ferme à l'heure du réveillon de la Saint-Sylvestre. Le père et ses deux fils (l'un n'a que quinze ans) sont égorgés, la fille est violée, puis laissée pour morte ;
- Dans cette même région, 42 écoles sont incendiées, ainsi que 58 fermes et 42 maisons d'habitation ; 33 véhicules civils sont attaqués sur les routes. Quant aux sabotages, ils se multiplient : 44 coupures de routes et de pistes, 34 sabotages de voies ferrées, 53 ponts endommagés et 172 lignes téléphoniques coupées.

La propagande rebelle allègue que l'incendie des écoles correspond au fait que ces écoles étaient occupées par l'armée. Or, sur les 42 écoles, deux seulement servaient de cantonnement.

Puis il aborde l'opinion musulmane :

Opinion de plus en plus convaincue que la France est d'ores et déjà décidée à abandonner la partie. *Dans ces conditions, on s'efforce de ne pas déplaire aux futurs maîtres de l'Algérie et d'éviter leurs représailles.*

Dans l'élite intellectuelle et politique, le sentiment le plus répandu n'est pas éloigné de celui des masses. « Puisque vous ne pouvez ni garantir notre sécurité ni définir une politique, que voulez-vous que nous fassions ? disent en substance les élus. Nous sommes bien obligés de donner des gages, soit en démissionnant, soit en nous livrant à des violences verbales... »

Ils comptent tous sur une « liquidation » des positions françaises. Ils craignent en conséquence d'être eux-mêmes dépassés et de devenir les victimes de leur fidélité.

L'armée : *IL SERAIT VAIN DE DISSIMULER QUE LE MORAL DE L'ARMEE EST ACTUELLEMENT AU*

(Suite page 690.)


GHARDAÏA



Photo Pierre Tétrel

un jeune préfet, Pierre Chaussade, dotera enfin le pays d'une infrastructure civile

(Suite de la page 687.)

PLUS BAS. Le sentiment général est que l'on va « traiter » et que, par conséquent, les sacrifices actuels sont inutiles.

En écho à cette lettre, le 5 février 1956, le général Lorillot, commandant l'armée en Algérie, déclare que « la situation générale est médiocre ».

Puis, le 28 février, ses alarmes se précisent :

« La situation générale en Algérie est très médiocre, la situation politique est franchement mauvaise, la situation militaire y est préoccupante. »

Bref, selon ce chef militaire scrupuleux, une conclusion s'impose : « Il est inconcevable que les rebelles acceptent de déposer les armes, dans l'état actuel de leurs succès. »

D'ailleurs, le jour même où la foule algéroise, pour la première fois depuis 1954, descend dans la rue, aux cris de « A bas Catroux ! », le F.L.N., fort de la terreur efficace qu'il sème en Algérie, donne une conférence de presse au Caire. Il y exprime ses conditions : « Reconnaissance par la France du principe de l'indépendance de l'Algérie ; constitution d'un gouvernement algérien de négociation ; pas de statut privilégié pour les Français d'Algérie. »

« Nous aurions peur même dans un coffre-fort »

Les élus musulmans d'Algérie ne se le font pas répéter ! La terreur ou la duplicité aidant, ils ont déjà, dans leur majorité, tourné le dos à la France, rejetant le plan de réformes présenté par Jacques Soustelle et posant comme préalable à toute solution « valable » la reconnaissance du fait national algérien et les négociations. Quand Mollet donnera ses consultations au palais d'Eté, après la journée du 6 février 1956, ils s'abstiendront de le rencontrer. Cette époque inspirera au Kabyle Azem Ouali une boutade qui explique parfaitement le drame silencieux des musulmans :

« Enfermés dans un coffre-fort, on aurait eu encore peur ! »

Voilà donc l'Algérie que Lacoste va découvrir, un pays au bord du gouffre, pour lequel Soustelle et Lorillot ont vainement appelé au secours sans que la réponse soit venue.

Cette Algérie, Robert Lacoste veut la sauver. Sans hésitation ni délai. Il dispose d'un atout que Soustelle n'a pas eu : le soutien de Guy Mollet, l'approbation du gouvernement et de la majorité du Parlement. Appuyé sur Paris pendant les vingt-sept mois que durera son action, il va s'acharner à faire appliquer son plan, dont les grandes lignes se dégagent, dès le début :

- Contre-attaquer la rébellion sur son terrain ;
- Réunir nos forces qui se dispersent ;
- Réorganiser le système administratif et politique de l'Algérie ;
- Mobiliser moralement les masses musulmanes.

Lacoste va se battre. Pour lutter, il lui faut des moyens. Le gouvernement va



Le plan social de Lacoste. Entre autres, augmentation du salaire minimum par jour. Modification des contrats de *khammessat*. L'homme qui cultive une terre pour le compte du propriétaire touchera désormais la moitié de la récolte en céréales.



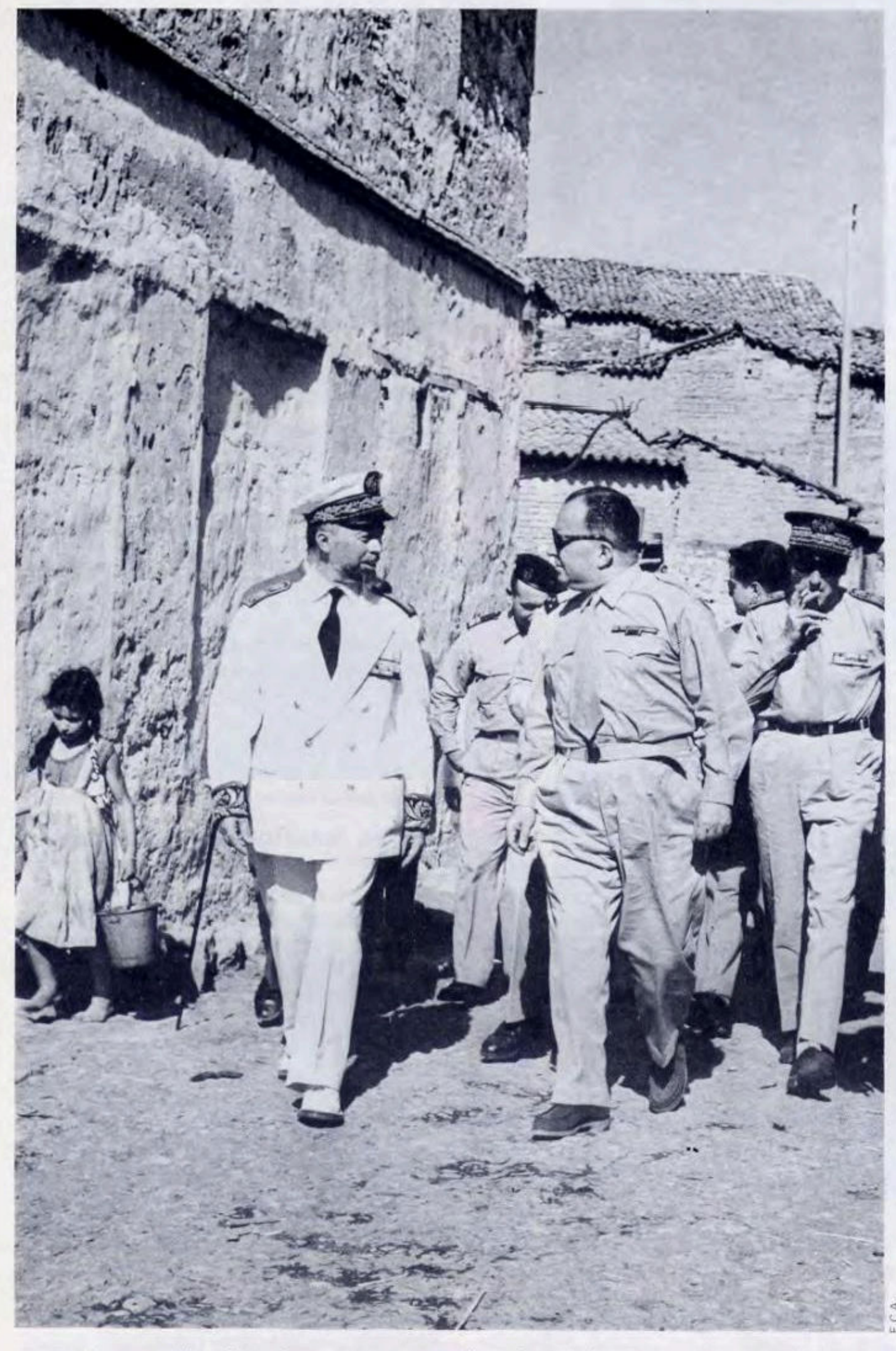
La même affiche en arabe. En fait, les musulmans d'Algérie ne lisaient pas beaucoup l'arabe. Les archives du F.L.N. ou de l'A.L.N. récupérées par l'armée révèlent que la paperasse militaire est écrite la plupart du temps en français.

les lui fournir en faisant voter la loi sur les pouvoirs spéciaux, civils et militaires, dans la première quinzaine de mars. Cette loi autorise le conseil des ministres à prendre des décrets qui pourront modifier ou abroger les dispositions législatives existantes. Ils entreront en vigueur dès leur publication au *Journal officiel*, le 16 mars 1956, mais ne deviendront définitifs qu'après leur ratification par le gouvernement, dans un délai d'un an. Ces décrets peuvent être considérés comme la thérapeutique applicable à l'Algérie : mener parallèlement la lutte contre la rébellion et le développement économique, l'élévation du niveau de vie, la réorganisation administrative, le retour à l'ordre, la protection des personnes et des biens, l'accélération du progrès social, la sauvegarde du territoire.

Désertion des élus municipaux

Premier souci de Lacoste, et souci cardinal : l'armée. Il faut lui donner les moyens de se battre et de se battre mieux. Avec Max Lejeune, secrétaire d'Etat à la Guerre, il réorganise le commandement territorial. L'Algérie est alors divisée en trois corps d'armée : Oran, Alger, Constantine. A l'intérieur de ces corps d'armée, des zones, dites « zones opérationnelles », au nombre de seize. A tous les échelons, l'effort va porter sur l'unité de commandement, afin de limiter la superposition nocive des états-majors.

Deux divisions mécaniques sont appelées d'Allemagne, la 7e et la 5e. Elles pourront intervenir partout où le besoin s'en fera sentir, aux ordres du commandement, de la frontière tunisienne à la frontière marocaine. Le passage de la frontière algéro-tunisienne sera désormais rigoureusement contrôlé, de même que la circulation des personnes, des véhicules, des animaux et des biens. Toute désertion sera punie de mort, toute complicité avec l'adversaire frappée de sanctions. Si les circonstances l'exigent, le ministre résidant pourra prononcer l'assignation à résidence de tout individu dangereux pour la sécurité ou l'ordre public, exiger des perquisitions de jour et de nuit, contrôler la presse et tout autre moyen d'information, muter ou



◀ **Le ministre résidant, en tenue d'été et portant ses décorations, visite une cité musulmane, à Constantine. Une petite fille, qui a l'air de Cosette, trottine près du cortège, sans trop savoir.**

E.C.A.

suspendre tout fonctionnaire ayant trahi l'Etat, dissoudre toute association ou tout groupement dès lors qu'il présente un caractère nuisible à l'intérêt public. Les décrets vont plus loin encore. Le nouveau ministre résidant peut faire réquisitionner tout ce qui semble nécessaire aux besoins de l'armée ou de l'administration, repousser de 20 à 50 kilomètres la zone de contrôle maritime, ajourner les élections partielles, mais, surtout, par la création de délégations spéciales, pallier la désertion des élus municipaux et remplacer ainsi les assemblées locales vacillantes. Ces pouvoirs, il les déléguera, sur place, pour la majeure partie, aux préfets.

A la réorganisation territoriale de l'armée s'ajoutera celle, parallèle, du corps préfectoral. Au général commandant le corps d'armée fera face un inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire (IGAME), dont les fonctions seront celles d'un préfet de métropole. Ces profondes réformes administratives seront l'œuvre du jeune préfet Pierre Chaussade, Périgourdin comme Lacoste et qui donnera à l'Algérie une véritable infrastructure civile.

Mais la mesure la plus révolutionnaire, sur le plan algérien, sera celle qui favorisera l'accès des musulmans à la fonction publique. L'âge normal d'entrée dans une école, pour un jeune musulman, sera reculé de cinq ans et les musulmans pourront désormais prétendre à toutes les fonctions jusqu'à concurrence de 50 % des vacances.

C'est cette mesure qui va provoquer une levée de boucliers des activistes et, le 8 mai 1956, à l'occasion du défilé de la Victoire dans Alger, une tentative de réédition du 6 février. Mais l'énergie, la rudesse de Lacoste s'imposera jusqu'à susciter en sa faveur un mouvement de sympathie. Que fut cette journée du 8 mai, et pourquoi ?

Le soleil de mai

Depuis le 6 février 1956, une fraction de la population (les activistes) est en contact avec des éléments extrémistes venus de métropole, comme J.-B. Biaggi, gaulliste de droite, et Demarquet, poujadiste. Le 8 février, au cours d'une réunion houleuse, au siège des anciens combattants, avenue du 8-Novembre, Jean-Baptiste Biaggi, dans une diatribe d'une incroyable violence, appela bel et bien l'assistance à s'attaquer au gouvernement :

« Vous avez obtenu la démission de Catroux, il faut maintenant que Guy Mollet capitule sur sa politique. »

C'était net et clair. Alger était soudain promu au rôle de tremplin politique pour la métropole. Ce soir-là, Roux, coprésident du Comité d'entente des anciens combattants, de tendance socialiste, ne parvenant, à aucun moment, à se faire entendre, dans la houle d'un public composé en majeure partie d'étudiants « chauffés à blanc » par Demarquet, finit par succomber à un simulacre d' « unité enfin obtenue », la salle conspuant Roux et Biaggi feignant de le défendre :

« Il ne peut être un traître ! »

Bref, cette pantalonnade s'acheva par la fusion du Comité d'entente avec le Comité de salut public et l'éviction « en douceur » du président Roux. Dès lors, le chemin était libre. Le cynisme d'éléments comme Biaggi, spéculant déjà sur la chute du régime, et la confusion entretenue dans les esprits, à Alger, permettaient de créer une situation révolutionnaire et de craindre le pire.

Le 8 mai 1956, c'est le défilé de la Victoire, à Alger, et, pour Lacoste, pour l'armée, l'occasion d'un déploiement de la force militaire au plateau des Glières, où ont lieu les défilés. Dans la tribune officielle, près du ministre résidant, un secrétaire d'Etat en tournée d'information, Marcel Champeix, chargé des Affaires algériennes. Rien ne se passe encore. La foule algéroise est sensible au soleil de mai, aux hymnes patriotiques. On fait une ovation aux premiers rappelés qui ▶

LES SAUTERELLES









◄ **Une bande dessinée de l'Action psychologique. Les sauterelles, ce sont les fellaghas, qui affament les fellahs. Et les fellahs s'en plaignent à huis clos. Le saura-t-on jamais ?**

8 mai 1956 : Lacoste fait expulser Boyer-Banse, "père des activistes." R. Martel le remplace.

défilent. On entend quelques cris d'excités : « L'armée au pouvoir ! ». C'est après le défilé que les choses se gâtent et, une fois de plus, au monument aux morts, où Robert Lacoste va déposer une gerbe. Là, des cris fusent : « Démission ! », « Exécutez les assassins ! », et des fruits commencent à pleuvoir, près de la flamme ranimée. Ce n'est pas Alger qui manifeste, mais une faction : des étudiants, des lycéens et certains agités de service, ceux qu'on verra désormais dans toutes les manifestations. Lacoste n'y tient plus. Il quitte le cortège officiel et fonce, fou de colère, sur les manifestants. Ce qu'il lance à la face de ces jeunes les désarçonne vite. Et surtout le langage employé, alors, par un ministre résidant :

« Mon c..., je n'ai de leçon de patriotisme à recevoir de personne, ici... Ce n'est pas des jeunes c... qui me dicteront ce que j'ai à faire... »

Etc., etc. En fait, rien de tout cela n'est fait pour le rendre antipathique dans une ville où le verbe règne. On l'écoute. Et, le soir, on commente la scène dans les bistrots d'Alger, avec des rires. Concluant que « Lacoste, c'est quand même un homme ! ». On s'apercevra, d'ailleurs, très vite que cet homme-là ne « mollit » pas. Le soir même, il expulse d'Algérie Boyer-Banse, le « père des activistes », un vieux colon qui mène l'U.F.N.A. (Union française nord-africaine), secondé par Robert Martel, jeune cultivateur de Chebli, dans la Mitidja. Martel le remplacera, après son expulsion. Arrivé à Paris, Boyer-Banse donne une conférence de presse au Palais d'Orsay, où sa cape, sa moustache et son feutre surprennent, ainsi que les propos qu'il tient : l'U.F.N.A. n'est pour rien dans la manifestation du 8 mai. Ce sont les étudiants qui ont mené la danse. Ces étudiants, Lacoste les atteindra à travers un de leurs professeurs, Georges-Henri Bousquet. Le 8 mai au soir, il prendra, lui aussi, l'avion pour Paris.

On a un peu trop insisté sur le fait que la mesure de Lacoste concernant l'accession des musulmans à la fonction publique avait motivé les débordements estudiantins du 8 mai. Depuis des mois, la fièvre montait à l'université autour du nom d'André Mandouze. Ce professeur de lettres dirigeait à Alger, entre deux cours, une revue : *Consciences maghribines,* dont la carrière tourna court (quelques numéros, puis l'interdiction) en raison de ses positions résolument pro-F.L.N. à l'heure où ce mouvement déclenchait ses raids terroristes, nous imposant l'épreuve de force. D'ailleurs, quand le F.L.N. voulut rassembler sa propre doctrine dans une brochure clandestine, sous le titre de *Documents algériens,* il réimprima, en un seul fascicule, deux numéros de *Consciences maghribines,* en les faisant précéder d'un mot d'excuses au professeur Mandouze, pour cet emprunt.

Un interlocuteur valable

On prête même cette boutade à un haut fonctionnaire de l'entourage de Soustelle, alors que ce dernier passait en revue les personnalités représentatives du F.L.N., tant à Alger qu'au Caire :

« Inutile de penser aux musulmans, le seul interlocuteur valable, c'est Mandouze. »

Une position si ouvertement favorable au F.L.N. suscita une avalanche de lettres de menace et de chahuts qui obligèrent Mandouze à interrompre, un temps, ses cours. La situation s'étant un peu détendue, il tenta de les reprendre. Mais, ce jour-là, les étudiants européens surveillaient l'entrée de la faculté, attendant, en groupes serrés. Arrivé deux heures avant, Mandouze donna son cours dans un amphithéâtre inhabituel, devant une douzaine d'étudiants musulmans. Repartant sous la garde des musulmans, Mandouze, par une porte dérobée, gagna sa voiture, tandis que, derrière lui, face à face, les étudiants européens et musulmans se toisaient, prêts à se battre. Si l'irréparable ne se produisit pas, c'est que, de part et d'autre, on sentit qu'il fallait se calmer. Il est fort probable que la police algéroise dut faire savoir à ce professeur qu'elle était, selon la formule consacrée, « dans l'impossibilité d'assurer sa sécurité ». Au cours du mois de mars, il avait devancé, à l'aérodrome de Maison-Blanche (Alger), Boyer-Banse et Georges-Henri Bousquet. **H**

Claude BERGER



L'université d'Alger, au-dessus du tunnel des Facultés.



Le lycée de garçons Bugeaud au seuil de Bab-el-Oued.



Les jardins de l'université qui bordent la rue Michelet.

Le service d'ordre et les étudiants pieds-noirs. Ni les uns ni les autres n'ont l'air vindicatifs. En 1956.

LA RÉBELLION ET LES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS

SELON les statistiques publiées, au début de 1956, par le Gouvernement général, l'Université algérienne compte, pour 4 567 étudiants non musulmans, 503 étudiants musulmans (les chiffres sont respectivement de 760 et de 62 dans les disciplines scientifiques). Beaucoup de ces étudiants ont manifesté, dès le début de 1955, leur sympathie agissante pour le F.L.N. Les autres les ont rejoints quand le Front a rallié à lui un mouvement comme l'U.D.M.A., qui représentait assez bien la petite bourgeoisie citadine à laquelle appartiennent la plupart des intellectuels algériens. L'unanimité ainsi réalisée apparaît, le 20 janvier 1956, lorsque le Comité directeur de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (U.G.E.M.A.) — élu le 14 juillet 1955 au premier congrès de cette organisa-

JÉRUSALEM DU MAGHREB



J.-M. Dorveaux

quées, la plupart contemporains de ceux de Grenade et de Séville, rappellent l'époque arabo-berbère, tandis que les lourds remparts du méchouar, au centre de la ville, où les rois de Tlemcen tenaient leur conseil, n'abritent plus que d'affreux bâtiments militaires après avoir servi de casernes, aux XVIIIe et XIXe siècles, aux janissaires turcs.

« Quel lieu propice au sommeil ! »

Cette mystique capitale de l'Ouest oranais a longtemps été considérée comme la « Jérusalem du Maghreb » parce que les musulmans et les israélites y ont gardé leurs lieux saints.

Si le patron de la ville a d'abord été sidi Haloui, dont le marabout est enfoui dans les luxuriants jardins d'Agadir (1), où les femmes stériles vont, de nos jours encore, boire l'eau de son puits, sept mercredis de suite, après avoir déposé leur ceinture dans la *koubba* de Lalla Setti, le *moul el-blal* par excellence est le vénéré sidi Bou Medine, dont le tombeau, enfermé au cœur de la mosquée qui porte son nom, est, trois fois l'an, l'objectif des pèlerins rassemblés sous les bannières de leurs confréries.

Bou Medine s'appelait en réalité Chaïb ibn Hussein el-Andalousi, car il était né à Séville vers 1126. Très jeune, il se rendit à Fès pour y apprendre la théologie, puis il se dirigea vers La Mecque après un bref séjour à Tlemcen. Devenu maître, il enseigna successivement à Bagdad, Séville, Cordoue et, enfin, à Bougie, où il compait s'installer définitivement, car c'était, à cette époque, la capitale culturelle des Banou Hammad. Mais, critiqué par les ulémas littéralistes, Bou Médine fut appelé par le calife Yacoub el-Mansour, de la dynastie des Almohades qui régnaient alors à Tlemcen. Epuisé par un long voyage, Bou Medine n'eut pas la force d'arriver sous les murs de Tlemcen ; il put seulement voir de loin le *ribat* (monastère) d'El-Obbad et murmurer avant de mourir : « Dieu est la vérité. » Les Tlemcéniens lui firent des obsèques imposantes et l'ensevelirent à l'endroit dont il avait dit : « Quel lieu propice au sommeil ! »

Trois fois l'an, au deuxième jour de l'Aïd-el-Kebir et de l'Aïd-es-Seghir et au septième jour du Mouloud, les processions montent vers la *koubba* de sidi Bou Medine, précédées des flamboyantes bannières de soie multicolores, dans le fracas des gros tambours et des castagnettes de fer, et les sifflements grinçants des flûtes de roseau. Les musiciens sont suivis des danseurs qui, tels des derviches, lancent leurs membres, plongent du buste et tournoient dans une chorégraphie mystique et pathétique, encouragés par la foule des pèlerins qui les accompagnent de leurs cris jusque dans la cour de la mosquée, où se trouve le puits sacré dont la margelle en onyx du pays est ciselée depuis six siècles par le frottement de la chaîne.

Une présence de trente siècles

Si la présence arabe, porteuse de la foi islamique et de la civilisation orientale aux populations berbères autochtones, ne remonte qu'au VIIIe siècle, l'origine des communautés juives en Afrique du Nord a été constatée plus de dix siècles avant Jésus-Christ, et leurs colonies étaient déjà nombreuses sous l'occupation romaine, d'abord sur le littoral, puis dans l'intérieur du pays. A Tlemcen même, leur présence est affirmée en 1307 par l'historien arabe Ibn Khaldoun dans son récit du siège de la ville par le sultan marinide Abou Yacoub. Le roi de la cité était alors Abou Zaïn Ier, qui résistait depuis huit ans ; mais il était à bout de vivres et la famine le décida à capituler. C'est alors que les dames de la cour dirent au souverain qu'elles préféraient être égorgées plutôt que de tomber aux mains des assiégeants. Abou Zaïn leur demanda de patienter encore trois jours. Passé ce délai, si, avec l'aide de Dieu, il ne pouvait desserrer l'étau qui étreignait sa capitale, il les ferait alors égorger par les juifs et les chrétiens. Le miracle se produisit et les femmes eurent ainsi la vie sauve.

(1) Ville arabe construite sur l'emplacement de Pomaria et dont il ne reste que des vestiges, près desquels se trouve Tlemcen. Rien de commun avec le port marocain.


Pierre Tetrel

Les marchés de Tlemcen, les mieux fournis en fruits, en bouquets et en primeurs. Les arbres fruitiers fleurissent en février, au cœur d'un printemps précoce, et une jolie fête de Tlemcen est celle des cerises.

une cité mystique, où les rites religieux étaient encore, en 1962, ceux du Moyen Age

Longtemps, les juifs n'eurent pas le droit de résider à l'intérieur des murs de la cité. C'est seulement en 1393, grâce aux mérites du rabbin Ephraïm Enkaoua, qu'ils furent autorisés à franchir les portes des remparts. Ils y vécurent en vase clos, dans le *mellah* (ghetto), jusqu'à l'arrivée des Français, mais ils sont toujours restés attachés à la langue arabe. Avant le départ des 8 000 israélites tlemcéniens en 1962, on procédait aux circoncisions, aux mariages et aux cérémonies funéraires selon les mêmes rites qu'au Moyen Age et l'on pouvait voir, lors de l'initiation religieuse, les jeunes garçons se rendre à la synagogue, accompagnés d'un long cortège de parents et d'amis.

Au trentième jour après la Pâque juive se déroulait le pittoresque pèlerinage au mausolée du rabbi Enkaoua. Une cohue pieuse et bigarrée se pressait autour du tombeau, où les lévites et les cafetans se mêlaient aux robes et aux costumes modernes. Chacun voulait toucher ou embrasser la pierre tombale sur laquelle était inscrite, en caractères hébraïques, l'épitaphe suivante :

Ici repose le grand rabbin Ephraïm Aln'Kaoua, qui fut notre orgueil, notre appui et la gloire d'Israël. Que le grand faiseur de miracles nous protège, qu'il nous envoie le Messie.

Voici comment la légende explique cette réputation de faiseur de miracles : au XIVe siècle, le jeune Ephraïm, qui faisait, à Tolède, des études de sciences expérimentales et de philosophie — il s'intéressait particulièrement aux textes de saint Thomas d'Aquin —, fut frappé, par l'Inquisition, d'un arrêt de bannissement. Il se réfugia à Marrakech, puis à Tlemcen, où il fut reçu par le sultan Abou Tafachin. Il aurait effectué son voyage sur la croupe d'un lion, tenant en main un serpent vivant en guise de licol. Entre la crique de Honaïne, qui était alors le port de Tlemcen, et la capitale, à demi mort de soif, il frappa un rocher d'un coup de bâton. Aussitôt une source jaillit, qui, depuis, n'a pas cessé de couler.

C'est encore un miracle qu'il accomplit en guérissant la fille du sultan, répu-



Pierre Tetrel

Des patrouilles de cyprès précisent le paysage où la blancheur des murs éclate sur les feuillages. Ici, les oliviers sont centenaires et les ombres sentent l'orange et la grenade, le caroubier et le térébinthe.

tée incurable. Et au souverain qui lui demandait le prix de cette guérison, il répondit : « Donne-moi la permission de faire venir à Tlemcen tous mes coreligionnaires refoulés à Agadir, ceux du Maroc et ceux d'Espagne. Ici, nous construirons une maison de prières et nous y adorerons notre Dieu, qui est aussi le tien. »

Ciseleurs et savetiers

Ainsi fut fondée la première synagogue de la rue du Rabbin, aujourd'hui transformée en école coranique. Le vieux quartier juif a conservé son caractère particulier pendant cinq siècles. C'était le centre commercial et artisanal de Tlemcen. On y trouvait les magasins de céréales, de tissus et de denrées coloniales et les échoppes des ciseleurs et des savetiers.

C'est le décret Crémieux, en 1870, qui enleva aux juifs algériens leur étiquette d' « indigènes » pour en faire des citoyens à part entière. Du moins jusqu'aux lois de Vichy. Dès le début du XXe siècle, on assista à une évolution de la communauté israélite tlemcénienne, chaque famille aisée orientant ses éléments les plus doués vers les professions libérales et les carrières administratives.

De toutes les villes de l'Ouest oranien, Tlemcen est celle qui fut la moins pénétrée par l'immigration espagnole. La limite de cet exode ibérique du milieu du XIXe siècle semble avoir été la région de Rio-Salado, Sidi-Bel-Abbès et Beni-Saf. Cependant, l'influence andalouse, à Tlemcen, remonte au XVe siècle, lorsque la Reconquête dirigée et achevée par les Rois Catholiques fit refluer sur l'Afrique du Nord les *Moros* qui sont à l'origine de ces communautés andalouses que l'on retrouve de Fès à Bizerte et qui ont gardé, avec les clés de leurs maisons abandonnées à Grenade ou à Malaga, leur folklore musical et poétique (1).

La reconquête des Rois Catholiques

Cette nostalgie andalouse, comme l'a qualifiée El-Boudali Safir, a gardé intacts les fastes du Generalife. Il faut avoir entendu, un soir de printemps embaumé de jasmins et de roses, les accords du luth et de la cithare, de la flûte de roseau et du violon — qui, ici, ne se tient ▶

(1) Déjà au XIIIe siècle, la première reconquête avait amené à Tlemcen 50 000 musulmans chassés de Cordoue. Ils s'installèrent en Algérie.

◀ Djema-el-Kebir, la Grande Mosquée, bâtie au XIIe siècle, extraordinairement dépouillée, moderne de lignes. La salle de prière mesure 50 mètres sur 25. On s'y prosterne sur des nattes d'alfa et de laine tressés venues des Beni Snous, une tribu voisine de Tlemcen. Une inscription sur le pourtour de cette salle donne la date de construction.

Pierre Tetrel



Un énorme lustre ▶ moderne orne le plafond de la Grande Mosquée. Le lustre d'origine, dont il reste des débris, est conservé au musée. Quant au minaret, il est décoré sur ses quatre faces de panneaux ornés de fleurons en terre cuite vernissée. A Tlemcen, les communautés arabe et juive vivaient selon des rites médiévaux.

Pierre Tetrel

à la neige de l'hiver succède, en février, celle des cerisiers.

pas entre le menton et l'épaule, mais sur la cuisse repliée —, pour comprendre le captivant appel d'un passé riche d'histoire et de tradition.

La présence française

A l'heure de l'indépendance, les vieux métiers d'art, notamment la broderie sur *filali,* peau de chèvre tannée, avaient gardé intactes leurs qualités traditionnelles mais n'arrivaient plus à nourrir les artisans. Seules, l'industrie du tapis et l'orfèvrerie se révélaient rentables. A l'heure du « quatre-roues motorisé », quel cavalier aurait pu payer une centaine de milliers de francs une magnifique selle brodée à la main de fils d'or et d'argent ? Mais une école d'artisanat s'efforça, jusqu'au bout, de sauvegarder ces professions menacées par la vie moderne.

En même temps, l'ancienne médersa, ou école coranique, de Tlemcen était remplacée par un lycée franco-musulman, où l'enseignement donné respectait les traditions d'un passé glorieux. Puis, dans le découpage des nouvelles entités administratives du département d'Oran — élevé au rang d'igamie (l'igame étant le superpréfet ou inspecteur général de l'administration en mission extraordinaire) —, la sous-préfecture devenait chef-lieu du département de Tlemcen.

La nouvelle préfecture devait garder son charme désuet de petite ville provinciale avec sa place centrale où, le soir venu, à la belle saison, les joueurs de belote, de brisca, de touti, de dominos et de jacquet venaient disputer leurs parties à la terrasse du café Gambrinus, laissant fondre lentement un cube de glace dans le verre d'anisette opalescente. Les brasseries d'alentour attiraient la clientèle en offrant les *kémias* (amuse-gueules) les plus variées : escargots à la sauce Cayenne, lupins et olives en saumure, cacahuètes salées, toutes choses propres à faire renouveler les tournées.



Pierre Tétrel

A l'hiver très froid, neigeux en raison de l'altitude (plus de 800 mètres) mais ensoleillé succédait un printemps précoce qui faisait éclore, dès le mois de février, les fleurs des cerisiers et des pêchers. C'était ensuite la célèbre fête des Cerises qui amenait à Tlemcen des dizaines de milliers de visiteurs. Et l'été arrivait très vite, provoquant l'exode des citadins vers les magnifiques plages de Beni-Saf et de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna, à l'endroit où le général Bugeaud et l'émir Abd el-Kader signèrent le traité qui définissait les zones d'influence du chef arabe. En même temps, les colonies de vacances d'Oran envoyaient leurs petits protégés dans les splendides forêts des Harifet, à plus de 1 000 mètres d'altitude.

Tlemcen, par son site, son artisanat, son patrimoine culturel, était appelé à devenir ùn centre touristique de premier plan. Chaque coin du vieux quartier arabe était un spectacle pittoresque.

Une métropole de brique rouge

Ici, un barbier opérait en plein air, alternant la coupe de cheveux au rasoir avec la saignée dans le cou, qui s'effectuait au moyen d'une pipette avec laquelle le sang était aspiré ; là, un marchand de beignets préparait sa pâte légère avant de la faire frire dans un poêlon rempli de cette huile d'olive verdâtre et odorante particulière à la région.

Il y a aussi, sur la route du Maroc, les ruines imposantes de Mansoura la Victorieuse, cette métropole provisoire de brique rouge qu'Abou Yacoub, dit El-Mansour (le Victorieux), construisit à portée de flèche de la capitale qu'il voulait conquérir et qui devint, après la prise de Tlemcen par le sultan noir Abou Hassen, le siège du gouvernement marinide pour le Maghreb central.

Comment quitter Tlemcen sans aller, à quelques kilomètres de là, rendre hommage aux héros de Sidi-Brahim, où, le 21 septembre 1845, le colonel de Montagnac, apprenant que l'émir Abd el-Kader cherchait à passer entre son poste de Djemaâ-Ghazaouet (Nemours) et celui de Marnia, résolut de lui couper la route avec le 8e bataillon de chasseurs et un escadron du 2e hussards, au total 400 hommes.

Harcelés par un ennemi supérieur en ▶



Non loin de la ville, au nord, sur la route d'Eugène-Étienne, se trouve le cimetière israélite. Chaque année, un mois après la Pâque juive, a lieu un grand pèlerinage. Les fidèles viennent nombreux se recueillir et déposer leurs offrandes sur la pierre tombale du rabbin Ephraïm Enkaoua. En effet, au XIVe siècle, grâce à son intervention auprès du sultan, la communauté juive put être rétablie.

Alexandre Sirkecy

sur la stèle des soldats de Sidi-Brahim : "Arrête-toi ! Tu pourrais piétiner des héros."

nombre évoluant dans un terrain qu'il connaissait bien, les fantassins et cavaliers français furent submergés et dispersés. Montagnac ayant été mortellement blessé, les rescapés furent rassemblés par le capitaine Géreaux dans le marabout de sidi Brahim, qui fut bien vite encerclé. Les secours attendus ne parvinrent jamais et, le 26 septembre, à bout de munitions et de vivres, Géreaux et les survivants s'élancèrent hors des murettes, chargeant à la baïonnette les postes de garde de l'adversaire pour se frayer un chemin vers Nemours. Mais à un kilomètre et demi du poste, dans un profond ravin (où fut, plus tard, édifié un monument appelé le « tombeau des braves »), un millier de guerriers kabyles attaquèrent à l'arme blanche. Seuls, treize chasseurs et un hussard, conduits par le caporal Lavayssière, réussirent à s'échapper et à gagner le port. Deux d'entre eux succombèrent en y arrivant. On sait que, depuis, le nom de Sidi-Brahim a été inscrit en lettres d'or sur le drapeau des chasseurs et sur l'étendard du 2e hussards, tandis que sur la stèle du « tombeau des braves » était gravée en épitaphe la phrase latine bien connue : *Sta, viator, heroes calcas* (1). H

Léo PALACIO

(1) « Arrête-toi, passant, tu pourrais piétiner des héros. »

CHRONOLOGIE Juin 1956

FRANCE

4 : entretiens Guy Mollet-Adenauer sur la Sarre.
4-9 : grève de la radio et de la télévision.
5 : vote de confiance de l'Assemblée nationale sur l'Afrique du Nord (271 pour, 59 contre, 200 abstentions).
11 : Pierre Poujade en correctionnelle pour refus collectif de l'impôt.
19 : accord atomique franco-américain.
20 : vote de l'Assemblée sur la loi-cadre pour les territoires d'outre-mer.
27 : l'Assemblée adopte le projet sur le Fonds de solidarité Vieillesse.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2 : attaque du poste d'Oum El-Hachar, au nord de Tindouf, par l'armée de libération marocaine.
11 : visite du prince héritier du Yémen en U.R.S.S.
Le Maroc interdit l'émigration des juifs marocains vers Israël.
13 : départ d'Égypte du dernier détachement britannique.
16 : visite de Chepilov au Caire et à Damas.
18 : démission de Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères d'Israël, remplacé par Mme Golda Meir.
19 : le général Cogny, commandant supérieur des troupes françaises au Maroc.
21 : accord d'aide économique arabe à la Jordanie.
23 : dissolution du Conseil de la Révolution égyptienne.
26 : visite du Shah d'Iran en U.R.S.S.
27 : nouvelles négociations franco-tunisiennes.

AMÉRIQUE

4 : publication aux États-Unis du texte intégral du rapport secret de Khrouchtchev.
10 : loi martiale en Argentine après une tentative de putsch : 250 exécutions.
17 : Manuel Prado élu président de la république du Pérou.
26 : état de siège au Guatémala.

ASIE

28 : Chou En-lai propose des négociations sur le problème de Taiwan ; refus de Tchang Kaï-Chek.

EUROPE

2 : Chepilov remplace Molotov aux Affaires étrangères de l'U.R.S.S. Visite du maréchal Tito en U.R.S.S.
7 : mort de Julien Benda.
8 : mort de Marie Laurencin.
17 : Togliatti, secrétaire général du parti communiste italien, expose sa conception du « polycentrisme ».
27 : VIIe conférence des ministres du Commonwealth à Londres.
28 : grève et incidents sanglants à Poznan (Pologne).
30 : résolution du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. sur l'élimination du culte de la personnalité.

LA SEMAINE PROCHAINE



Sommaire du n° 216 :

- **Massacre de Palestro**
Le 18 mai 1956, 20 soldats tombent dans une embuscade près de Palestro. Il y aura un seul survivant. Pendant cinq jours, sept bataillons vont traquer le commando rebelle.

- **Lacoste durcit sa politique**
La tragédie de Palestro décide Robert Lacoste à prendre d'énergiques mesures, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan social. La Casbah sera fouillée de fond en comble et dans toutes les régions militaires, des opérations de nettoyage seront effectuées. La création de douze nouvelles circonscriptions en Algérie permettra de mettre en œuvre un plan de pacification et d'administrer plus rationnellement le territoire.

- **Les réactions du F.L.N.**
Par une série de meurtres, le Front de libération nationale s'efforce de développer le terrorisme urbain. La rébellion n'a pas d'autre issue que la violence. Le chemin de croix de l'Algérie commence.

- **J'étais un moudjahid**
« Comment ai-je pu devenir un combattant, puis un officier des maquis, moi qui n'avais appartenu à aucun mouvement clandestin ni à un parti politique ? Je n'ai jamais eu de haine pour les Français... » Ainsi commence le journal d'un officier de l'Armée de libération nationale.

- **Le premier numéro du *Moudjahid***
Comment fut créé l'hebdomadaire du Front de libération nationale ? Qui en assura sa diffusion ? Pourquoi des membres du clergé participèrent-ils à l'opération ?

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 215 - 14 février 1972.

L'ÉCHO D'ALGER
Jeudi 15 Mars 1956
15 FRANCS
Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

AU COMITÉ DE COORDINATION POUR LA DÉFENSE DE L'ALGÉRIE FRANÇAISE

Les mairies d'Algérie seront fermées à partir du 21 mars...

...si aucun ordre d'exécution des ***sentences capitales*** *n'a été donné à cette date*

Associations et groupements membres cesseront tout rapport avec les autorités

Le Comité de coordination pour la défense de l'Algérie française dans la fraternité franco-musulmane s'est réuni hier soir. A l'issue de cette réunion, qui groupa des personnalités venues des quatre départements, devait avoir lieu une conférence de presse.

Mais en conclusion d'un long débat, le comité décida de s'en tenir à la rédaction d'un communiqué qui a été remis aux représentants de la presse...

EN AFRIQUE DU NORD

- *Echec de la campagne terroriste pour le boycott de l'enseignement.*
- *Les consommateurs ont boudé le lait vendu sur la place publique.*
- *MM. JOUSSE et PINEAU ont été installés au Tribunal civil.*
- *Emouvantes obsèques de M. Henri Perrault à COURBET.*

KABYLIE

- *Un nouveau convoi attaqué sur la route d'Azazga à El-Kseur : 4 chasseurs blessés.*

CONSTANTINOIS

- *Intervention de l'artillerie et de l'aviation à EL-MILIA.*
- *Un soldat tué et deux blessés à BUGEAUD.*
- *Un policier gravement blessé à Souk-Ahras.*
- *Vaine attaque contre le village d'AIN-MOKRA.*

Lire nos informations en pages 12 et 4

M. ISELLA s'entretient à Paris avec les ministres chargés de l'Algérie

Paris. — M. Isella, président de la Fédération des maires du département de Constantine...

L'APPLICATION DES POUVOIRS SPÉCIAUX

LE GOUVERNEMENT sera prêt à agir en Algérie lundi au plus tard

Alors on sera fondé à critiquer son action

Les effectifs totaux de l'armée française sont suffisants mais non ceux présents en Algérie qui seront accrus et mieux employés

déclare **M. GUY MOLLET** aux directeurs de journaux régionaux

PARIS (A.C.P.). — Prenant la parole au déjeuner des directeurs de journaux de province dont il était l'invité, M. Guy Mollet, président du Conseil, a évoqué le problème algérien...

TANDIS QU'UN MESSAGE PERSONNEL DE M. GUY MOLLET ÉTAIT REMIS AU PREMIER ÉGYPTIEN

Les entretiens PINEAU-NASSER ont été très cordiaux

Le ministre français a été reçu également par les chefs d'Etat d'Arabie séoudite et de Syrie

LE CAIRE (A.C.P.). — M. Christian Pineau, arrivé de la Nouvelle-Delhi, a rencontré au Caire les dirigeants des trois pays arabes : Egypte, Syrie, et Arabie séoudite...

Le colonel NASSER estime...

M. PINEAU est attendu ce matin à Paris

Communiqué commun publié à l'issue des entretiens

Qui est ce fakir ?

Non... ce n'est pas un fakir... C'est notre ministre des Affaires étrangères, M. Christian Pineau, couronné d'un turban et enguirlandé de fleurs par les habitants d'un village dans la campagne hindoue, à 50 kilomètres au sud de Delhi (Photo Associated Press)

En pleine tempête à la pointe de la Cornouaille

Un chalutier dieppois se brise sur les récifs

LES 17 MEMBRES DE L'EQUIPAGE ONT PERI

LA REINE-MÈRE ELIZABETH A PARIS

La reine-mère Elizabeth d'Angleterre est arrivée à Paris...

Après l'adoption (la nuit prochaine) du projet par les sénateurs

L'armée d'Algérie subira une "profonde réforme de structure"

QUATRE « COLONELS DE CHOC » sont d'ores et déjà mis à sa disposition

DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE

ADOPTE dans les conditions que l'on sait par l'Assemblée nationale le projet de pouvoirs spéciaux sera examiné en séance publique demain jeudi, à partir de 16 heures, par le Conseil de la République...

Deux conceptions se sont affrontées

SUITE EN PAGE 4

Voici le plan militaire envisagé pour l'Afrique du Nord :

- COMMANDEMENT UNIQUE POUR L'ALGÉRIE, LA TUNISIE ET LE MAROC
- CORPS D'INTERVENTION DE CHOC DANS LA REGION ALGEROISE
- 12 ZONES D'INTERVENTION DE TROUPES PORTEES PAR HELICOPTERES

Marie STUART a bu dans ce hanap

AU PALAIS-BOURBON

Une nouvelle victime s'inscrira-t-elle mercredi prochain au tableau de la « chasse au poujadiste » ?

AU CONSEIL DES MINISTRES

Le budget 1956 et les réformes sociales

Le gouvernement italien a obtenu la confiance



TANDIS QU'ELLE RECEVRA DE NOUVEAUX HELICOPTERES

L'armée de l'air sera renforcée par des commandos associés à l'armée de terre

ANNONCE LE SECRETAIRE D'ETAT, M. LAFOREST DEVANT LA COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE

A bord du « Maréchal-Joffre »

Les dépouilles mortelles des 52 victimes du « Paris-Saïgon » ont été rapatriées

Sir Anthony EDEN viendrait à Paris au début d'avril

SUR L'INVITATION DE M. COTY

Les souverains grecs en visite officielle en France en juin

Entre négociateurs français et tunisiens

Un accord est imminent sur un protocole proclamant l'indépendance tunisienne

LES MODALITES DE L'INTERDEPENDANCE Y SERAIENT PRECISEES

L'archevêque MAKARIOS et ses compagnons d'exil sont arrivés aux Seychelles

EL-RADIO

Guy Mollet a donné des moyens importants à Robert Lacoste pour rétablir l'ordre en Algérie, mais ses envoyés entament déjà des négociations avec des représentants du F.L.N. : M. Pineau, ministre des Affaires étrangères, sera lui-même chargé d'exposer le point de vue français à Nasser. A la même date, Ben Bella était reçu par le président de la République égyptienne.